

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 420 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**- le prolétaire -**  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li  
**- programme communiste -**  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

**- il comunista -**  
Journal bimestriel en italien  
Unexpl.:10FF,40FB,5FS,2000Li  
**- el programa comunista -**  
Revue théorique en espagnol  
Unexpl.:20FF,120FB,8FS,400Pts

**- le prolétaire -**  
**No 420**  
Mars - Avril 1993  
30<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

- Nouvelles des faux communistes
- Correspondances: La grève des dockers / Le cas de St-Nazaire / La grève à Carnaud-Kerplas (Dieppe)
- Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire (1)
- Contre les interventions de l'impérialisme français au Rwanda et en Afrique
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- Faits divers: Dans la jungle capitaliste

## Solidarité avec les prolétaires et les masses palestiniennes

L'accession au gouvernement des travaillistes israéliens avait été salué de toutes parts, y compris par l'OLP, comme un « tournant » de la politique d'Israël après la période du gouvernement Shamir obstinément occupé à saboter tous les « efforts de paix » et à bloquer toutes les tentatives de « dialogue » avec les palestiniens.

IL n'aura pas fallu attendre longtemps pour être fixé. La déportation (attention: ce mot n'est jamais utilisé par la presse française pour ne pas faire de la peine à nos amis sionistes de gauche que Mitterrand était allé féliciter cet automne) de plus de 400 sympathisants ou supposés tels de « Hamas » à la fin de l'année dernière, n'a à cet égard pas été la bévée d'un premier ministre trop autoritaire, comme on peut le lire ici ou là. S'il y a une modification de la politique israélienne par rapport au gouvernement précédent, c'est essentiellement dans le sens d'une plus grande fermeté, d'une plus grande brutalité, d'une augmentation de la répression anti-palestinienne. Chaque jour ou presque le bilan sanglant de l'occupation israélienne s'alourdit, que ce soit par l'armée ou par les milices des colons qui clament haut et fort leur volonté de faire régner la terreur.

Au cours des 6 premiers mois du gouvernement Rabin le nombre de manifestants palestiniens tués par l'armée dans les Territoires occupés s'est élevé à 76 (dont 18 de moins de 15 ans), soit 20% de plus qu'au cours des 6 derniers mois du gouvernement Shamir (au total pour l'année 1992, la répression israélienne dans les territoires occupés a été, selon les chiffres de l'armée, de 120 tués et 1.521 blessés, contre 82 morts et 1.391 blessés en 1991; de leur côté, les sources officielles américaines estiment les morts à 158 en 1992 et 98 en 1991); les diverses mesures répressives « habituelles » n'ont pas faibli: de la destruction des maisons de sus-

( Suite en page 7 )

## CE N'EST PAS PAR LA VOIE ELECTORALE ET REFORMISTE QU'IL EST POSSIBLE DE FAIRE RECULER LE CHOMAGE, LA MISERE ET L'EXPLOITATION, MAIS PAR LA LUTTE DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Les élections se sont donc déroulées comme prévu: rejet des socialistes usés jusqu'à la corde et éclaboussés par une série de scandales qu'ils n'ont pu réussir à étouffer (scandales qui d'ailleurs ne lèvent qu'un minuscule coin du voile sur la réalité du monde des affaires et ses liens avec les politiciens: pour avoir une idée un peu plus juste de cette réalité dans tous les pays capitalistes, il n'est qu'à se reporter à l'exemple de l'Italie). La seule différence un peu importante par rapport aux prévisions est que la pseudo-alternative écologiste s'est dégonflée encore plus vite qu'elle n'était montée dans les sondages. Et les écolos se demandent comment ils rembourseront les prêts généreusement accordés par les banques (étaient-ce des banques « vertes »?) au vu de ces sondages: il est vrai que la pratique électorale démocratique nécessite beaucoup d'argent... Mais s'il faut assurément saluer positivement le fait que bon

nombre de travailleurs aient refusé de se déplacer pour aller voter en faveur du PS ou d'une gauche qui leur ont démontré être plus sensibles aux intérêts des patrons et du capitalisme qu'à ceux de la classe ouvrière, l'erreur serait de croire que les illusions électoralistes, démocratiques et réformistes sont mortes ou moribondes.

Le passage de la gauche dans une opposition ouverte et bruyante à un gouvernement de droite qui profitera de la période dite « de grâce » après une victoire électorale, pour prendre les mesures impopulaires que demande le capitalisme en temps de crise, lui servira à se refaire une virginité, à faire oublier que c'est au fond la même politique que celle qu'elle avait elle-même mise en oeuvre. Il est tout-à-fait possible et même vraisemblable que PS et PCF n'hésitent pas à se

( Suite en page 2 )

## Le « partage du travail », remède miracle au chômage ?

Pratiquement 3 millions de chômeurs officiels (auxquels il faudrait ajouter plusieurs centaines de milliers de chômeurs camouflés dans des « stages » divers), 540.000 licenciements économiques en 1992 et un rythme qui s'accélère depuis le début de l'année: voilà pourquoi la campagne électorale a vu réapparaître un de ces remèdes miracles que les réformistes et les politiciens prétendent découvrir chaque fois qu'ils leur faut rouler les travailleurs et les électeurs.

Selon les Verts, le « partage du travail » est « une idée neuve qui est au coeur du débat démocratique ». Bérégovoy et son ministre avaient déjà dit qu'il s'agissait d'une idée intéressante, d'une « piste de réflexion ». Le PCF comme la LCR estiment qu'il serait possible de créer des centaines de milliers, voire des millions, d'emplois par ce système.

Le raisonnement est simple: puisqu'il y a du travail seulement pour un nombre donné de personnes, les autres étant vouées au chômage, il suffit de diminuer le temps de travail des premiers pour qu'aussitôt les seconds retrouvent du travail!

Bien sûr, il y a encore des discussions et des querelles parmi les partisans du remède miracle. Les plus radicaux exigent une réduction immédiate du temps de travail à 35

heures et sans aucune diminution de salaire. Plus modérés, d'autres, comme les socialistes, préconisent jusqu'à 32 heures en une dizaine d'années, et avec une certaine réduction des salaires sauf pour les bas salaires. Les écolos tiennent pour les 35 heures dans un délai bref, mais mariant le soucis de maintenir les profits pour ne pas affaiblir la compétitivité des entreprises avec leurs penchants sociaux, ils veulent réduire uniquement les salaires élevés. Ainsi Lipietz (économiste qui après avoir sévi à feu l'OCT, a tenté sans succès de se vendre auprès du PS pour finir par trouver un point de chute chez les Verts): « Pour être viable sur le plan économique et efficace dans la lutte contre le chômage, la réduction du temps de travail doit aller de pair avec une augmentation de l'utilisation des machines et des postes de travail existants et le maintien d'une capacité d'investir pour créer de nouveaux emplois. Ce n'est possible que si les profits sont maintenus à un niveau satisfaisant, une compensation globale de l'ordre de 70% des heures perdues le permettrait (traduction: une baisse de 30% de la masse salariale, NDIR). Mais (...) le salaire

( Suite en page 4 )

## Contre les interventions de l'impérialisme français au Rwanda et en Afrique

Il est hautement significatif que dans toute l'agitation de la dernière en date des représentations du cirque électoral - qui est censé être le lieu et le moment où les citoyens libres et égaux décident souverainement et démocratiquement la politique du pays - aucun parti, grand ou petit, de droite ou de gauche, n'a jugé utile, ne disons pas de discuter ou de remettre en cause, mais même d'attirer un moment l'attention sur la énième intervention impérialiste menée par la France en Afrique. Ce fait démontre une fois de plus, d'une part que la démocratie bourgeoise est un mécanisme particulièrement efficace pour maquiller les crimes de la classe dominante et embobiner les travailleurs, et d'autre part que, même quand ils se disent « révolutionnaires », les partis qui y participent s'aplatissent devant le consensus pro-impérialiste qui réunit tous les partis bourgeois.

C'est ainsi que la petite, mais véritable guerre coloniale menée au Rwanda est passé

( Suite en page 9 )

# CE N'EST PAS PAR LA VOIE ELECTORALE ET REFORMISTE QU'IL EST POSSIBLE DE FAIRE RECULER LE CHOMAGE, LA MISERE ET L'EXPLOITATION, MAIS PAR LA LUTTE DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE

(Suite de la page 1)

mettre à la tête de mouvements de protestation ou même de luttes afin de laisser échapper la pression accumulée du mécontentement social. Il ne s'agira pas d'une «radicalisation» de ces partis, mais de leur retour à leur rôle traditionnel de canalisation et stérilisation des luttes. Les organisations réformistes et de collaboration des classes sont **encore plus dangereuses** dans l'opposition qu'au gouvernement; elles ont une bien plus grande liberté de mouvement, une bien plus grande facilité pour se présenter comme l'adversaire résolu de la «mauvaise politique» gouvernementale et donc une capacité bien plus grande pour faire dévier les mouvements vers des objectifs non prolétariens: par exemple contre les privatisations, pour la défense de la propriété d'Etat et du Service Public, contre le bradage de l'économie ou des richesses nationales à l'étranger, etc.

PS comme PCF avouent ouvertement qu'ils comptent bien prendre appui sur le mécontentement et l'hostilité qui ne manqueront pas d'éclater face au gouvernement de droite pour se redonner de nouvelles couleurs et en redonner au cirque électoral d'ici deux ans, d'ici l'échéance des élections présidentielles. La vieille comédie consistant à appeler les prolétaires à attendre des élections, d'une défaite électorale de la droite et une victoire de la gauche, et non de leur lutte propre, l'arrêt de la montée du chômage, de la baisse des salaires, pourra alors continuer à anesthésier le prolétariat. Tant que la classe ouvrière n'aura pas la force de rompre avec cette comédie, de se persuader que personne d'autre ne lui viendra en aide, que seule sa lutte lui permettra d'obtenir satisfaction, la bourgeoisie pourra dormir tranquille.

**Et le retour à la lutte prolétarienne de classe ne pourra se faire que contre le réformisme.**

## L'EXTREME-GAUCHE, FLANC-GARDE DU REFORMISME

Les organisations et partis de «gauche» anti-prolétariens, trouveront une aide, limitée mais non négligeable, dans les formations dites d'«extrême-gauche» qui constituent désormais une composante régulière du cirque électoral et qui jouissent d'une influence certaine auprès des militants et prolétaires d'avant-garde.

Il est vrai que ces formations n'osent plus guère pour l'instant reprendre leur vieux slogan «battre la droite» et hésitent à appeler à voter pour les partis de gauche (il n'y a que d'indécrottables suivistes comme «Socialisme International» pour appeler à combattre l'abstention et à soutenir le PS) (1). Elles ont senti le vent tourner.

«Lutte Ouvrière» voudrait oublier l'époque où elle se désistait régulièrement pour le PS et le PCF et où elle appelait à élire Mitterrand: elle a préconisé maintenant l'abstention (qu'elle qualifiait en 68 d'attitude «petite bourgeoise») au second tour, sauf en cas de duels PC-FN; de même la LCR - qui se proclamait fièrement en 81 «quatrième composante de la majorité présidentielle» - a refusé de soutenir le PS au second tour, mis à part les «dissidents» de... Chevènement. Même le PT, dont le prédécesseur (OCI/PCI) était célèbre pour son penchant immodéré envers la social-démocratie, a appelé à l'abstention!

Mais bien naïf serait celui qui prendrait cette adaptation aux sentiments du moment des électeurs pour un changement d'orien-

tation par rapport aux partis et organisations de la collaboration des classes ou envers l'électorisme, les institutions bourgeoises et le réformisme en général.

La chose est évidente pour le PT, petit parti que les trotskystes du P.C. Internationaliste entendent construire sur des bases exclusivement réformistes (laïcité, suppression de la Constitution de 1958, exaltation fanatique de la «démocratie» en général sont les points caractéristiques de leur programme que ne peut contre-balancer l'affirmation de la «reconnaissance de la lutte des classes» et l'indépendance des organisations syndicales par rapport à l'Etat, dont le prototype est... FO!); elle l'est aussi pour la LCR occupée à grenouiller avec les dissidents du PC et du PS dans l'espoir de créer un nouveau parti réformiste (cf «Le Prolétaire» n°414).

«Lutte Ouvrière» peut apparaître différente dans la mesure où elle a un langage plus combatif, plus «ouvrier». Son slogan principal lors de la campagne électorale a été: *«Il faut faire payer les riches, comme on disait autrefois»* (A. Laguiller, discours à la Mutualité) (2); «on»: c'est-à-dire le PCF. Si L.O. reprend le langage du PCF d'autrefois (il n'y a pas si longtemps: c'était encore celui de la campagne présidentielle de Marchais en 81), c'est parce qu'elle considère toujours que le PC représente le secteur le plus avancé de la classe ouvrière et qu'il s'agit toujours d'un parti vraiment communiste, malgré de mauvais dirigeants: *«Et j'espère que parmi les militants et sympathisants du Parti Communiste qui appartiennent au monde du travail, il en est qui ne se laissent pas décourager et ne renoncent pas à leurs convictions communistes, même si je souhaite qu'ils tirent toutes les conclusions non seulement des renoncements des dirigeants de l'URSS, mais aussi de celles de leurs dirigeants»* (ibid.). Et il ne suffit pas de dire en plus vouloir *«faire peur à la bourgeoisie»* (deuxième slogan de la campagne de L.O.), tout en précisant lamentablement que les bourgeois (au cas où ils auraient pris cela au sérieux), n'ont pas à craindre *«pour leur vie car les travailleurs ne sont pas sanguinaires»*; si un jour la bourgeoisie a réellement peur pour ses biens, elle n'hésitera pas une seconde à faire couler le sang des travailleurs comme elle l'a toujours fait. D'autre part il est tout simplement erroné de dire mélodramatiquement qu'*«il faut un nouveau juin 36»* ou un *«nouveau mai 68»*, deux périodes où la classe ouvrière a sans doute montré toute sa force potentielle, mais où à chaque fois, cette force immense a été rendue inoffensive pour le système capitaliste par la faute de ce parti réellement anti-communiste et plus généralement de tout le réformisme.

Le rôle de véritables révolutionnaires serait au contraire de rappeler à la classe ouvrière pourquoi **il ne faut pas** recommencer mai 68 ou juin 36, quelles sont les leçons à tirer de ces événements, comment et à quelles conditions le prolétariat doit et peut se libérer des faux partis ouvriers si elle veut, non vaguement inquiéter la bourgeoisie une fois tous les trente ans, mais s'engager résolument dans une lutte à mort avec elle pour en finir définitivement avec le capitalisme.

En fait le discours «radical» de L.O. évite soigneusement de traiter des questions **centrales** pour l'émancipation de la classe ouvrière qui sont celles de la **révolution**: les questions du pouvoir, de la destruction de l'Etat bourgeois, de l'affrontement armé, et de la **nécessité du parti** révolutionnaire international qui ne se contente pas de

«représenter les travailleurs», mais qui soit l'**organe** de la classe qu'il dirigera dans la révolution, la guerre civile et la dictature du prolétariat, aussi bien que dans la phase préparatoire de résistance quotidienne au capitalisme.

Mais est-ce que dire tout cela serait de nature à faire gagner des voix aux élections?

## UNE SEULE ALTERNATIVE: LA REVOLUTION COMMUNISTE

Politiciens de droite comme de gauche se gardent bien de promettre des lendemains qui chantent. Tous les experts bourgeois prévoient la persistance et l'aggravation du chômage, tous parlent de nouveaux sacrifices à imposer à la classe ouvrière, sous une forme ou sous une autre, avec une justification ou une autre. Dans le monde entier les ravages de la crise économique engendrent misère, pauvreté, instabilités, guerres fratricides dans lesquelles les prolétaires servent de chair à canons. Dans tous les pays, même les plus riches, la bourgeoisie exige des sacrifices de la classe ouvrière au nom de la défense de l'économie nationale, de la patrie, dans la guerre économique ou dans la guerre tout court. L'avenir qu'offre le capitalisme à l'humanité n'est fait que de souffrances croissantes, de malheurs sans noms, de catastrophes à répétition, en attendant l'holocauste d'une nouvelle guerre mondiale lorsque les difficultés du capitalisme lui commanderont de se plonger dans un bain de sang régénérateur.

Il n'existe qu'une seule alternative à cet avenir sinistre: la reprise de la lutte générale du prolétariat, pour ses seuls intérêts de classe, contre les intérêts bourgeois, lutte qui se donne comme objectif la révolution communiste mondiale, l'instauration de la dictature internationale du prolétariat, nécessaire étape pour extirper les racines économiques et sociales du capitalisme et aller vers l'instauration du communisme.

Cette reprise de la lutte prolétarienne révolutionnaire ne dépend pas de la volonté et des désirs d'une poignée de militants révolutionnaires. Mais il dépend par contre de ceux-ci de préparer autant qu'il est possible cette lutte révolutionnaire en travaillant dès aujourd'hui vue de reconstituer son organe indispensable, le futur **Parti Communiste Mondial**, non pas en inventant de nouvelles théories, en élaborant de nouveaux programmes, en découvrant de «nouvelles» astuces tactiques qui reviennent à se mettre à la remorque des illusions démocratiques et réformistes prédominantes dans la classe ouvrière ou carrément à la remorque des organisations réformistes contre-révolutionnaires; mais en revenant au programme communiste invariant et au marxisme non adultéré qui synthétisent les enseignements de toutes les batailles de la classe ouvrière; en se rattachant au bagage théorique, programmatique, politique et organisationnel défendu et vivifié pendant les décennies de la contre-révolution triomphante par la Gauche communiste et le Parti Communiste International dans lequel elle s'est organisée.

La tâche primordiale des militants révolutionnaires, aujourd'hui où l'ex-extrême-gauche s'affaire pour reconstituer un nouveau réformisme, où le réformisme va essayer de se revivifier à la chaleur de luttes qu'il entend contrôler, est de s'atteler à ce travail de constitution du **noyau** du futur parti compact et puissant de demain. Et c'est un travail qui ne peut se mener en chambre, mais qui devra se nourrir de la lutte pour importer et diffuser au sein du prolétariat les **principes révolutionnaires communistes** de la lutte de

classe; qui devra s'appuyer sur les efforts d'**organisation sur des bases classistes** des prolétaires d'avant-garde, y compris dans les luttes immédiates, contre les habitudes et les réflexes de l'individualisme, du collaborationnisme, du légalisme, du pacifisme, de l'électorisme, du démocratisme, en un mot **contre les orientations, l'influence et la domination du réformisme politique et syndical.**

Il n'est pas possible d'évaluer des délais, de fixer des échéances, et encore moins de s'illusionner sur la possibilité de résultats rapides de ce travail qui continue celui entrepris par les générations révolutionnaires passées. Mais il n'existe pas d'échappatoires ni de raccourcis à cette **tâche difficile** - comme le dit *«Ce qui nous distingue»* - **de restauration de la doctrine et l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.**

**POUR LA LUTTE DE CLASSE ET L'ORGANISATION PROLETARIENNE INDEPENDANTE!**

**POUR LE PARTI DE CLASSE INTERNATIONALE, LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE, LA DICTATURE DU PROLETARIAT, LE COMMUNISME!**

(1) cf. «Socialisme International» n°59. S.I. dit ne pas partager les illusions réformistes; mais il en a au moins sur les élections et sur les partis réformistes comme le montre cette citation à propos des élections: *«Lorsqu'un combat s'engage entre la Droite et la Gauche, les révolutionnaires, sous prétexte qu'ils n'ont pas d'illusions, se retirent-ils du combat où sont engagés les membres de la classe ouvrière qui veulent changer la société?»* («S.I.», ibid.). Ce que les marxistes nient c'est justement que la «Gauche» ait la volonté de changer la société, et que le «combat» électoral ait une autre fonction que de duper les prolétaires en leur faisant croire qu'ils ont intérêt à soutenir l'un des compères. La Gauche communiste écrivait (Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du PSI, 1920): *«Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers des élections et des débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter côte à côte avec les membres de la classe bourgeoise et sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que les délégués de ses exploités.»*

C'est la raison pour laquelle nous préconisons le boycottage des élections.

(2) cf. «L.O.» n° 1289. Toutes les citations qui suivent sont reprises du même numéro.

## CORRESPONDANCE

**POUR LA FRANCE :**  
Editions Programme, 3 rue  
Basse Combalot, 69007 Lyon  
**POUR LA SUISSE :**  
Editions Programme, 12 rue  
du Pont, 1003 Lausanne  
**POUR L'ITALIE :**  
Il Comunista, C. P. 10835,  
20110 Milano

# NOUVELLES DES FAUX COMMUNISTES

L'écroulement sous les coups de boutoir de la crise économique de tout l'échafaudage en trompe-l'oeil qui voilait la réalité capitaliste des pays prétendument socialistes et l'aveu de la bouche même des plus hauts dirigeants que le communisme n'y était qu'une fiction, bref, la disparition de l'URSS et de son «camp», ont frappé à mort le mouvement politique qui dans le reste du monde tirait de ce camp une grande partie de sa force et qui drapait son activité essentiellement pro-capitaliste et contre-révolutionnaire dans les plis de ce «communisme» frelaté.

En Italie le Parti Communiste s'est transformé en Parti Démocratique de la Gauche et il a obtenu son affiliation à l'Internationale Socialiste, en dépit des réticences du PSI. Il peut espérer profiter du probable effondrement de ce dernier, compromis au dernier degré par les scandales sur la corruption des partis, bien qu'il ait lui-même été touché. Une minorité de l'ancien PCI, le PRC (Parti de la Refondation Communiste), continue la tradition de l'opportunisme stalinien classique, c'est-à-dire camoufle son essence intégralement réformiste derrière une phraséologie combative. «Refondation» anime dans les syndicats un courant d'opposition («Essere Sindacato») aux mesures d'austérité du gouvernement qui avaient été approuvées par les directions syndicales; «Essere Sindacato» a réussi en partie à récupérer le mouvement de colère des travailleurs et il n'a pas peu contribué à le faire avorter. Comme on pouvait s'en douter, «Refondation» est devenu le point de ralliement de pratiquement toute l'ex-extrême gauche italienne, trotskystes en tête, trop heureux de voir un parti réformiste les accueillir les bras ouverts et leur donner l'occasion - qui sait? - d'accéder à des places de députés ou de conseillers divers...

En Finlande, le Parti Communiste qui, autrefois, était proportionnellement l'un des plus importants des pays occidentaux, a décliné encore plus vite que les flux commerciaux entre la Finlande et l'URSS (dont certainement une petite fraction alimentait ses caisses); à la fin de l'année dernière il a carrément fait faillite, après une série d'investissements malheureux - en particulier dans un casino - de ses services financiers...

Au Sri-Lanka (ex-Ceylan) le PC a mis fin à ses jours, mais d'une façon peu banale: il a rejoint les rangs du parti trotskyste LSSP qui fut longtemps la plus grande section de la IVe Internationale, avant que son opportunisme invétéré finisse par l'en faire exclure dans les années soixante. A Ceylan le LSSP était en fait devenu le principal parti réformiste, ce qui explique ce cas à notre connaissance unique d'entrisme de staliens chez des trotskystes...

En Algérie, le PAGS (ex-Parti Communiste Algérien), a lui aussi mis fin à ses jours à la fin du mois de janvier, après que, selon un de ses dirigeants, «plus de 80% de ses militants l'aient quitté». Pour El Hachemi Chérif, «coordonnateur» de feu le PAGS: «L'évolution contradictoire de la situation en Algérie et les nouveaux problèmes parvenus à maturité et que le pays est mis en demeure de résoudre, les bouleversements qui ont affecté les pays «socialistes», la restructuration du capitalisme avec ses conquêtes fulgurantes et les nouvelles contradictions qui l'habitent (...), les transformations qui affectent et affecteront inévitablement tous les partis révolutionnaires édifiés sur le modèle de 1903 (...), tout cela montre à quel point il est vital et impératif de dépasser l'utopie et le romantisme (...), la fiction, en faveur de la réalité» (1). Bref, l'utopie, la fiction, c'était pour le PAGS de parler de socialisme

et de marxisme (nous l'avons toujours dit!) et il lui faut s'adapter à la réalité - la réalité du capitalisme et de l'Etat bourgeois. Mais le PAGS, comme tous ses confrères, a-t-il jamais fait autre chose? El Hachemi répond ainsi à ceux qui voulaient maintenir la tradition: «Etait-il juste qu'en 1956, on ait négocié avec le FLN et demandé à tous les militants d'intégrer le FLN? Etait-il juste qu'en 1964 la direction du PCA décide (sans consulter personne, mais c'est un autre problème) de se dissoudre et de se fondre dans le FLN? Etait-il juste que les militants de l'ancien PCA aillent à la convergence d'autres forces pour constituer le PAGS en janvier 66? Etait-il juste que la résolution de 69 consigne que le PAGS n'était pas un parti communiste? La forme était que nous ne sommes pas communistes et nous ne sommes pas non plus anti-communistes, etc.» Notre coordonnateur aurait pu ajouter bien d'autres faits et déclarations montrant le dévouement sans failles du PAGS à l'Etat bourgeois, mais ces faits montrent suffisamment que c'est lui qui est bien dans la tradition de ce mouvement de larbins, jusque dans la dissolution pour adhérer encore mieux aux nécessités de l'ordre bourgeois.

A la mi-février, en Russie, dans un bâtiment de l'ancien comité central du PCUS (dissous il y a deux ans par Gorbatchev et Eltsine), s'est déroulé le congrès de constitution du Parti Communiste de la Fédération de Russie, en présence des anciens putchistes d'août 91 (une quête était même organisée pour subvenir aux besoins de l'ancien Premier Ministre Yanaev) (2). Ce PCFR se déclare l'héritier du PCUS, revendique plusieurs centaines de milliers de membres, et plusieurs dizaines de députés; il appelle à l'unité de tous les communistes en faisant un appel du pied à d'autres organisations issues du PCUS comme le Parti Socialiste des Travailleurs ou le Parti Ouvrier Communiste Russe. Mais ce dernier a boycotté la séance après que le congrès ait refusé sa demande d'autoriser la double affiliation (PCFR-POCR); le POCR estime qu'une fusion n'est pas possible tant que le programme du PCFR ne sera pas ré-écrit en suivant les principes du «marxisme-léninisme», mais la réalité des divergences porte sans aucun doute sur le partage des énormes biens appartenant à l'ancien PCUS dont le POCR revendique également l'héritage.

Quant au programme du PCFR, il a été relativement gauchi par rapport à sa première version publiée dans la presse; selon le président de son comité d'organisation: «son but le plus important est de s'opposer, en s'appuyant sur les larges masses, à la transformation capitaliste du pays, de sauvegarder les conquêtes du peuple travailleur. Pour cela il faut arrêter la privatisation forcée, et transmettre les moyens de production dans la possession économique pleine et entière des collectifs de travailleurs»; de même «les

communistes jugent inadmissible la transformation de la terre, bien imprescriptible du peuple, en propriété privée, objet d'achat et de vente, et insistent sur sa transmission en jouissance perpétuelle et gratuite aux exploitations collectives, d'Etat et de fermiers»; le PCFR revendique également l'établissement d'un minimum garanti pour tous de produits alimentaires et de première nécessité, d'un minimum de salaire et de revenu indexé sur les prix. Enfin le président a terminé son discours en disant: «sur notre drapeau sont inscrits les mots: patrie, souveraineté populaire et socialisme!».

Autant dire que sur le drapeau de ce parti ne se trouvent pas les mots internationalisme, lutte de classe, révolution, dictature du prolétariat et que ce socialisme-là n'a donc rien à voir avec le marxisme; il se donne comme but une espèce d'autogestion généralisée respectant toutes les catégories de l'économie marchande (de l'entreprise à la patrie) et donc la division de la société en classes, en exploités et exploités; cette perspective à la Proudhon d'un capitalisme idéal, sans vilains patrons parasites, est bien connue et combattue depuis longtemps par les communistes véritables comme une diversion et une impasse mortelle puisque elle enferme les prolétaires dans le cadre étroit de leur entreprise dont ils devraient d'abord s'emparer, alors qu'en réalité il leur faut avant tout s'emparer du pouvoir, détruire l'Etat bourgeois, constituer leur Etat prolétarien et grâce à lui, bouleverser ensuite toute l'organisation économique et sociale du pays pour en finir avec l'existence de classes distinctes, d'entreprises autonomes, du marché, de l'argent, du salariat. La remise de l'entreprise à ses salariés est une possibilité dans le cadre du capitalisme et une antidote à la lutte de classe: ayant l'illusion d'être propriétaires de leur entreprise, les travailleurs sont inévitablement conduits à s'auto-exploiter au maximum afin de conquérir des parts de marché ou simplement de résister à la concurrence des autres entreprises, au lieu de rechercher l'unité de classe avec les autres prolétaires dans la lutte anti-capitaliste.

Les nationalistes autogestionnaires du nouveau PC russe n'ont donc rien en commun avec le véritable communisme et la lutte prolétarienne; même s'ils veulent devenir «le parti de l'intelligence» et cherchent à s'adresser en priorité à l'intelligentsia et aux cadres, ils peuvent par contre jouer le rôle contre-révolutionnaire de parti réformiste prétendant défendre les revendications ouvrières, mais les stérilisant en fait en les liant à la défense du statu quo ante, à la défense de la propriété d'Etat et à la défense de l'économie nationale.

Nous terminerons ce rapide tour d'horizon par la France (nous n'avons pas gardé le meilleur pour la fin). Ici l'érosion et la crise du faux communisme ont produit l'apparition de petits fragments: Réformateurs, Reconstructeurs, ADS, etc. Avec l'aide empressée de certains courants trotskystes (LCR, «pablistes» camouflés dans l'AREV), des tentatives ont été faites pour réunir ces fragments avec des débris du PS (Mouvement des Citoyens de Chevenement); un laborieux accord a même été mis sur pied pour les élections («A Gauche vraiment»): il n'aura même pas duré ce que durent ces accords, le temps d'une élection, car il a suffi d'un discours de Rocard, pour que ces politiciens en rupture de ban s'empressent de répondre présents à la perspective de constitution d'un vaste et informe regroupement politique allant jusqu'aux centristes.

Plus pittoresque est la tentative d'un groupe d'adhérents du PCF essentiellement du Nord de la France qui s'étaient déjà faits remarquer en animant une campagne de soutien au sinistre Honecker, de ressortir la très vieille lune trotskyste de la lutte pour le «redressement révolutionnaire» de ce parti. Dans un appel aux militants du PCF, ces braves gens affirment s'alarmer du risque de «disparition de notre parti en tant que parti révolutionnaire, communiste», comme si cette disparition n'avait pas eu lieu depuis belle lurette; essayant de marier l'eau et le

feu, la voie révolutionnaire et la voie réformiste contre-révolutionnaire empruntée par le PCF depuis plus de 60 ans, ils sont inévitablement amenés à s'aligner sur celle-ci, à conclure leur timide critique de la démocratie par la revendication d'abolition de la constitution «semi-monarchique» de la Ve République, à défendre en même temps la dictature du prolétariat et «la participation au gouvernement dans le cadre des institutions bourgeoises» pour réaliser «des réformes profondes bouleversant les structures de l'Etat et amorçant la transformation socialiste de la société», à savoir, outre le changement de Constitution, «la nationalisation des secteurs-clés de la production»! Où étaient-ils en 1981? Misère de l'entrisme, qui aboutit toujours à accroître la confusion et à se faire absorber par ceux qu'il prétend grignoter de l'intérieur...

\* \* \* \*

Lorsque dans les années cinquante notre parti avait prévu l'effondrement de la «colossale tricherie d'un mouvement prolétarien organisé et manipulé par un pouvoir capitaliste» et l'inévitable aveu de la nature capitaliste de ces Etats, il écrivait aussi: «Et alors, une fois cet immense appareil paralysé, réduit à une organisation déboussolée, à une cinquième colonne comme en ont tous les Etats, l'obstacle à la renaissance d'un véritable mouvement communiste sera levé et il faudra s'attendre à ce que se forment des organisations et des partis bien plus redoutables pour les puissances impérialistes occidentales que les actuelles organisations liées au camp russe» (3).

Il serait cependant faux de considérer cette renaissance comme automatique et comme rapide. En effet la perspective rappelée ci-dessus était alors envisagée à une échéance assez brève, mesurable à l'échelle de quelques années et non de quelques décennies, à une époque où le mouvement stalinien jouissait d'une quasi-hégémonie sur la classe ouvrière et où il était contraint cependant de jouer au révolutionnaire. A ce moment l'aveu de la nature capitaliste des pays de l'Est aurait provoqué une crise bien plus grave dans ce mouvement que n'allait en provoquer la dénonciation du stalinisme par Kroutchev, et aurait ouvert de larges perspectives à la cristallisation d'avant-gardes ouvrières. A l'inverse le faux communisme stalinien a malheureusement pu pendant de longues décennies étouffer toutes les étincelles de conscience prolétarienne, faire disparaître toutes les traditions de classe, oeuvrer sans relâche à la paralysie de la classe ouvrière et à son intégration dans les mille mécanismes de la collabora-

( Suite en page 4 )

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.



# Le «partage du travail», remède miracle au chômage ?

(Suite de la page 1)

brut serait maintenu jusqu'au niveau du salaire médian (8.000 F, NdlR) et réduit progressivement au-delà» (1).

La LCR condamne cette tentative de recherche d'une «solution à l'amiable» avec les patrons dont on veut préserver les profits. Il faut s'attaquer aux profits, dit la LCR. Mais les terribles révolutionnaires de la Ligue «tiennent un discours parfaitement réaliste» (se sont eux qui le disent); en effet l'erreur fondamentale de Lipietz serait d'oublier «entre les salaires et le profit réinvesti», le mauvais profit, «le profit financier recyclé sous forme d'intérêt et de dividendes vers la consommation des riches (...). C'est là qu'il faut taper, c'est là que doit se faire le partage des revenus (...). Les gains de productivité des années 80 sont allés dans leur poche (celle des patrons, NdlR), au lieu d'être consacrés à la réduction de la durée de travail et donc (sic!) à des créations d'emplois. Il faut en conséquence récupérer ce profit mal employé (re-sic!), car non investi en capacités productives»

## DEFENDRE LES INVESTISSEMENTS, C'EST DEFENDRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Sous des dehors radicaux (faire payer les riches, prendre les châteaux de la bourgeoisie, comme disait LO), nous avons là le vieux discours classique des charlatans réformistes, pour qui il y a un **bon profit**, donc un bon capitalisme.

Remarquons d'abord que les «gains de productivité» des années 80, sont bien allés, en grande partie, dans des investissements productifs (ou plutôt: ces gains de productivité ont été formés par les investissements productifs) qui ont **effectivement réduit la durée du travail** de la classe ouvrière dans son ensemble et donc augmenté le chômage, ouvert ou déguisé: les investissements productifs pour rationaliser, restructurer, l'augmentation de la productivité, etc., ont eu pour conséquence de produire **plus** avec **moins** d'ouvriers, et donc non de créer des emplois, mais d'en diminuer le nombre.

Ceux qui préconisent une augmentation de l'utilisation des machines ou qui se lamentent que les capitalistes dilapident leur fortune au lieu de l'investir de façon productive, trompent les prolétaires en prétendant que ce serait un moyen de diminuer le chômage, alors que cela l'augmenterait inévitablement tout en augmentant aussi du même coup l'**exploitation** des prolétaires disposant d'un emploi. En même temps qu'ils provoquent le chômage, les investissements productifs accroissent les cadences, la charge de travail de ceux qui sont occupés et même ... leur temps de travail (voir les journées de dix heures chez Peugeot).

Comme dit Engels dans «L'Anti-Dühring» (p.314): «L'économie des moyens de travail devient en même temps la dilapidation la plus brutale de la force de travail, un vol sur les conditions normales de la fonction du travail: le machinisme, le moyen le plus puissant de réduire le temps de travail, se convertit en le plus infaillible moyen de transformer l'entière durée de la vie de l'ouvrier et de sa famille en temps disponible pour faire valoir le capital; c'est-à-dire que le **surmenage des uns détermine le chômage des autres**».

Le chômage est une donnée inévitable du capitalisme, qui augmente avec les crises économiques, mais qui est présent même en temps d'expansion. Sans doute le chômage fluctue et peut baisser même à presque rien lorsqu'il y a de vastes marchés à fournir. Mais comme par nature les marchés croissent moins vite que la production, l'économie capitaliste retombe périodiquement dans la surproduction: trop de

marchandises pour des marchés trop étroits. Comment le capitalisme peut-il surmonter ces crises? Soit en étendant les marchés, par exemple par le développement du crédit (achetez aujourd'hui, vous paierez demain) ou en créant de nouveaux «besoins» (la nouvelle voiture dernier cri, ou le nouvel appareil de Hi-Fi, etc), soit en diminuant la production de marchandises par la ruine des concurrents ou par la réduction concertée de la production (cas du cartel européen de l'acier, ou de la destruction de produits agricoles en surnombre). Et lorsque ces méthodes ne suffisent plus, il reste la solution ultime, la guerre qui, par ses destructions crée de nouveaux et immenses marchés en détruisant les forces productives trop nombreuses - usines comme prolétaires - et permettant ainsi le début d'un grand cycle d'expansion capitaliste initié par le redémarrage économique nécessité par les reconstructions d'après-guerre.

Les charlatans réformistes cachent ou ignorent ce cours inévitable du capitalisme, c'est pourquoi ils présentent comme un remède le développement des investissements productifs et de la production, ce qui ne peut qu'augmenter encore l'engorgement de marchés déjà saturés et donc l'approfondissement de la crise.

Mais il y a pire. En effet, un capitaliste individuel, ou un pays donné, en investissant davantage que ces concurrents, en augmentant par rapport à eux la productivité de ses travailleurs (c'est-à-dire en les exploitant plus et mieux), arrivera à produire à moindre coût; ses marchandises pouvant être vendues moins cher, il éliminera des marchés ses concurrents et les condamnera à la faillite et les ouvriers au chômage.

L'appel au développement de la productivité revient donc à soutenir **son** patron (ou sa bourgeoisie nationale) dans la guerre économique, contre les prolétaires des entreprises (ou des pays) concurrents.

Et les réformistes le savent bien, eux qui n'ont de cesse de diviser la classe ouvrière par leurs orientations nationalistes («produisons français!»), régionalistes («vivre et travailler au pays»), «la région X veut vivre!» ou étroitement liées à l'entreprise («défendre le potentiel de l'entreprise Y!»).

C'est la raison pour laquelle ils font passer la défense des chômeurs et même la lutte contre les licenciements au second plan derrière le «**développement de l'emploi**». Ils font ainsi passer des licenciements comme une demi-victoire parce que l'entreprise se développe, de même avec les réductions de salaires, les départs en pré-retraite, etc., parce qu'il n'y a pas eu de licenciements, ou pas de licenciements «secs». Ils applaudissent le développement des petits boulots, des emplois de proximité, etc.

Mais sur ce terrain de soumission aux impératifs capitalistes, on arrive inévitablement à admettre toujours plus de sacrifices pour la classe ouvrière, des salaires de misère et pour finir ... la charité publique (2) - pardon! le RMI, les restos du coeur et les campagnes d'Emmaüs - pour les 200.000 sans abri.

Marx consacre tout un chapitre de son «Capital» à décrire les mécanismes qui provoquent le chômage et l'inévitabilité de celui-ci, qu'il appelle «armée industrielle de réserve»; et il résume de façon lapidaire: «l'armée industrielle de réserve est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accroissement (les investissements productifs, NdlR), donc aussi la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital, accroissent la force de travail disponible. La grandeur relative de l'armée industrielle de réserve s'accroît donc en même temps que les ressorts de la richesse. Mais plus cette armée de réserve grossit, comparativement à l'armée du travail, plus grossit la surpopulation

consolidée, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste» (3).

La «nouvelle pauvreté» qui a accompagné au coeur de nos riches sociétés la poussée du chômage au cours de ces dix dernières années était déjà connue et expliquée par Marx il y a plus d'un siècle; et il avait déjà démontré que cette poussée de chômage, conséquence de la forte accumulation capitaliste («gains de productivité») pendant cette décennie, était une loi absolue. Marx écrit aussi: «Quand les travailleurs commencent à s'apercevoir que leur fonction d'instruments de mise en valeur du capital devient plus précaire, à mesure que leur travail et la richesse de leurs maîtres augmentent; dès qu'ils découvrent que l'intensité de la concurrence qu'ils se font les uns aux autres dépend entièrement de la pression exercée par les surnuméraires; dès qu'afin d'affaiblir l'effet funeste de cette loi «naturelle» de l'accumulation capitaliste, ils s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés, aussitôt le capital et son sycophante, l'économiste, de crier au sacrilège» (4).

La différence, c'est qu'aujourd'hui le capital, son économiste - et son valet réformiste - n'attendent pas qu'occupés et

non-occupés s'unissent, mais s'efforcent d'empêcher cette union pour la lutte anticapitaliste en présentant de prétendus remèdes miracles qui, nous le verrons, ne servent qu'à faciliter et camoufler une offensive capitaliste qui redouble d'intensité.

(Suite au prochain numéro)

(1) Cf «Changer l'Economie», Ed. Syros, cité dans «Rouge», no 1529 du 11-2-93

(2) Dans le dossier du «Monde Diplomatique» de février 93, des professeurs explorent des « pistes de réflexion », comme la création de places de gardiens d'HLM pour développer en plus la convivialité ... Avec de savants calculs ils démontrent qu'il est possible de procurer à tous un revenu garanti de ... 1500 F par mois (qui pourrait aller pour les plus généreux jusqu'à 6000 F pour un couple avec 2 enfants) payé par la « suppression de la protection sociale traditionnelle » et « les économies sur les services administratifs chargés de les gérer » ou par des taxes diverses, etc., ou de créer 2.500.000 emplois (excusez du peu!) en transformant des emplois à temps plein en 2 emplois à mi-temps (« sans qu'il en coûte rien aux entreprises »!) ... Nous proposons que ces Docteurs en Economie et autres chercheurs vivent ne serait-ce que 6 mois avec ces salaires de misère: peut-être en ressortiront-ils avec une vision un peu plus juste de la réalité ...

(3) «Le Capital», Tome I, chap. 25, p.465

(4) Ibidem, p.461

## NOUVELLES DES FAUX COMMUNISTES

(Suite de la page 3)

tion des classes et de la paix sociale, en s'appuyant sur les miettes concédées par la bourgeoisie de tous les pays pendant cette période d'expansion économique sans précédent.

Les événements de l'Est provoquent aujourd'hui une accélération d'une usure en cours depuis longtemps et d'une *social-démocratisation* bien avancée, c'est-à-dire de la transformation de ce mouvement de matrice stalinienne en réformisme classique, vendu chaque jour davantage à sa bourgeoisie plutôt qu'à Moscou, abandonnant toujours plus les attitudes et les discours d'allure marxiste ou communiste pour mieux se mettre au diapason de l'idéologie démocratique dominante, plus intéressé par les classes moyennes que par les couches les plus exploitées de la classe ouvrière, désertant toujours plus les luttes sociales pour s'investir dans la gestion (ou co-gestion) de municipalités, institutions et administrations diverses.

L'éclipse du faux communisme pose dans l'immédiat le problème de la *recomposition du réformisme*, cette force indispensable de l'échiquier politique bourgeois qui peut canaliser, détourner, amortir les revendications prolétariennes parce qu'elle se présente comme donnant la seule possibilité de pouvoir obtenir satisfaction, au moins partiellement, en raison de sa puissance, de son influence, de sa capacité même à se mettre à la tête des luttes et à les mener à la victoire. La bourgeoisie ne peut créer de toutes pièces un tel réformisme (ou *opportunisme* comme les marxistes qualifiaient autrefois le courant qui au sein du mouvement ouvrier s'adaptait à la pression bourgeoise avant d'en devenir l'**agent**). Il lui faut nécessairement s'appuyer sur un mouvement d'origine prolétarienne, qu'elle attire dans ses filets par divers compromis, qu'elle corrompt et réorganise ensuite pour en faire un outil fiable. C'est ce qui s'est passé tant pour les partis social-démocrates puis pour les partis communistes qui s'étaient créés en réaction au passage à l'ennemi de classe des premiers, que pour les organisations syndicales de la classe

ouvrière. Autant dire que c'est là un processus long et complexe, tout sauf gagné d'avance pour la bourgeoisie; tant qu'il n'est pas mené à son terme les défenses de l'ordre capitaliste sont au moins potentiellement fragilisées et, dialectiquement, les possibilités de développement de la lutte de classe et les possibilités de renaissance du mouvement communiste sont réelles.

C'est en ce sens qu'il est possible de dire que l'agonie du mouvement réformiste d'origine stalinienne a une signification historique, la signification de l'achèvement d'un long cycle contre-révolutionnaire. La renaissance du mouvement communiste international ne sera ni facile ni rapide car ce n'est que l'un de ses obstacles qui achève de disparaître; plus insidieux et beaucoup plus puissant est l'obstacle constitué par l'idéologie, les traditions et les institutions démocratiques toujours pleines de vitalité comme l'ont montré les élections législatives en dépit de la détérioration de la situation de la classe ouvrière et des désillusions croissantes qui s'en suivent.

Raison de plus pour laisser au centre de notre perspective l'objectif de la **reconstitution du parti communiste véritable**, internationaliste et international, et pour condamner tous les «raccourcis» qui prétendent aller vers la constitution du parti révolutionnaire en passant par la reconstruction, en commun avec tels ou tels débris du stalinisme, d'un parti réformiste «honête», ou en flirtant avec ce qui reste des partis réformistes actuels: car cette orientation qui est suivie avec un enthousiasme inlassable par l'ex-trême-gauche et notamment par les trotskystes, bien loin de hâter la renaissance du communisme, revient à lui tourner le dos en recréant (ou consolidant) de nouveaux obstacles à cette renaissance.

(1) voir «Algérie Actualité» n°1422 (13/1/1993).

(2) D'après les communiqués de l'agence de presse «D.R.-Press» reproduits dans «Rousskaya Mysl» n°3967 (19/2/93).

(3) cf. «Capitalisme classique et socialisme romantique», Programme Communiste n°91.

# Correspondance

## LA GREVE DES DOCKERS

**C'est finalement après une longue lutte qui aura duré 10 mois dans tous les ports, sauf trois (Saint Nazaire où il ne se passera rien, Marseille où le conflit prendra officiellement fin 3 mois plus tard et St Malo où rien n'a encore été signé) que les dockers ont dû renoncer à leur statut qui datait du 6/9/1947.**

**A l'origine provisoire pour une durée de 6 mois seulement, ce statut aura tenu malgré tout 65 ans, la bourgeoisie s'en accommodant très bien, car elle y trouvait son intérêt. En effet s'il a permis aux dockers d'être durant toutes ces années des privilégiés de la classe ouvrière, formant à l'intérieur de celle-ci une «aristocratie» avec de nombreux avantages financiers et sociaux, comme par exemple l'accès réservé à la profession (1), la bourgeoisie en retour y a toujours gagné que ce soit au niveau économique de la profession comme au niveau social car elle fut assurée d'une relative paix sociale et lorsque celle-ci n'était plus assurée, les mouvements restaient enfermés dans le corporatisme le plus total; d'autre part elle a pu à volonté diminuer le nombre d'emplois (l'effectif national n'a cessé de diminuer).**

### LES CONDITIONS DANS LES AUTRES PAYS

Si la bourgeoisie a voulu récemment abroger ce statut, c'est parce qu'il ne correspond plus à la politique économique qu'elle doit mener dans la période de crise ouverte du capitalisme depuis le milieu des années 70. Elle doit être à nouveau capable de supporter la concurrence internationale dans un secteur aussi important économiquement que les ports; mais pour cela il lui faut pouvoir rivaliser avec les bourgeoisies de la CEE où l'économie portuaire constitue un secteur stratégique comme en Belgique ou en Hollande qui, à eux deux, assurent près de 40% du trafic portuaire de la Communauté. Et ce n'est qu'en abrogeant le statut de 47 qu'elle peut obtenir la diminution des coûts - soit disant excessifs - de la manutention, briser ou diminuer toute résistance chez les dockers en mettant fin au monopole de l'embauche et en permettant aux sociétés de manutention de devenir maîtres de la situation, dans l'organisation comme dans le paiement du travail, et d'envisager à court ou moyen terme la privatisation des ports.

Pour obtenir l'abrogation de ce statut la bourgeoisie a copié sur les bourgeoisies de la CEE qui l'avaient précédée dans cette voie, les dockers ayant eu presque partout des statuts particuliers plus ou moins semblables. C'est la bourgeoisie belge qui a été la première à abroger le statut, en 1972 et qui fit passer les dockers à une rémunération horaire (et non plus journalière); bien que les salaires aient diminué et que de nombreux acquis aient été supprimés ou rognés, les dockers continuent cependant à être dans ce pays une profession privilégiée dans la classe ouvrière. A la fin des années 70, c'est au tour de la RFA et de la Hollande; elles sont suivies plus tard par la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie. Il est intéressant de s'arrêter un peu sur ces derniers cas.

En Espagne le patronat et le gouvernement vont mettre tout en oeuvre pour supprimer l'intermittence dans les ports. Pendant 18 mois les dockers au nombre de 7800, dont 85% adhérents à la Coordinadora (Coordination-Fédération Autonome), vont lutter pour s'opposer à ce projet. Le 26/5/86 une loi est décrétée qui permet aux dockers d'obtenir un accord national débouchant sur la création d'une société d'économie mixte (51% Etat et 49% capitaux privés) et la fixation de la garantie de l'emploi (intermittence) dans la loi, ce qui n'existait pas auparavant. Selon Julian Garcia, le secrétaire général de la Coordinadora, qui était venu apporter son soutien aux dockers français et plus particulièrement à ceux de Marseille fin 91 en proposant d'opposer un front uni des dockers européens à la bourgeoisie européenne, les dockers espagnols travaillaient «en deux vacations de 6 heures chacune, 5 jours sur 7.

*Le travail des samedis et dimanches est assuré par des dockers volontaires. Les salaires sont supérieurs à ceux des ports français. De plus en cas de chômage, [ils ont] une indemnité de 200F par jour, garantie pendant 365 jours par an y compris les week-ends où le docker n'est pas sur le port». Ils ont donc bien plus d'avantages que n'en n'avaient leurs collègues français; mais les acquis sociaux concédés à la classe ouvrière ne sont jamais éternels, et pour se maintenir dans la guerre économique du capitalisme, la bourgeoisie espagnole ne manquera pas de reprendre l'offensive contre les dockers.*

En Italie la bourgeoisie va mettre en place par étapes une réforme pour abroger le statut datant de 1942 et de nature corporatiste selon les principes de la politique fasciste de l'époque. Les 12.000 dockers étaient regroupés en compagnies portuaires, sorte de coopératives où ils avaient le monopole de l'embauche, de l'emploi et le pouvoir dans l'organisation du travail. A Gênes, principal port du pays, où les dockers sont à 90% inscrits au PC et à la CGIL (équivalente de la CGT française), le patronat dirigé par le «socialiste» D'Alessandro avait pu imposer une première réforme en 1987, qui se révéla cependant insuffisante malgré la réduction du nombre des dockers de 5.000 à 2.000 environ. Le 6/1/89 un décret gouvernemental limite le monopole des compagnies aux seules opérations de chargement et de déchargement des navires. 5 jours plus tard un autre décret permet aux armements navals nationaux desservant les îles (Sardaigne, Sicile, Corse...) par navires rouliers (dits Ro-Ro) de réaliser ces opérations avec leur propre main d'oeuvre. Un mois plus tard le ministre de la marine marchande G. Prandini annonce la couleur en ces termes: «je suis convaincu que la loi en vigueur et son interprétation ont abouti à une situation caractérisée par le déséquilibre. Il est indispensable de surmonter cet obstacle pour pouvoir être compétitifs au niveau européen». Le 17 mars un accord est signé entre ce ministre, les compagnies de dockers et les syndicats. Chacune de ces compagnies doit se transformer avant la fin 92 en sociétés privées de main d'oeuvre. En conséquence elles n'ont plus aucun monopole et laissent le contrôle des coûts et de productivité, le choix du nombre de dockers pour chaque opération et le paiement des heures réellement effectuées par ces dockers aux sociétés de manutention. L'accord sera dénoncé par la sections de la CGIL et la compagnie à Gênes, bastion de la résistance des dockers. Cependant la CGIL locale finira cependant par signer, après que le secrétaire général (Trentin) du syndicat ait attaqué «l'extrémisme» des dockers génois. Bassolino, un dirigeant du PCI, déclarera à la presse qu'il avait été parmi les premiers à conseiller à la Compagnie de Gê-

nes de «se transformer rapidement en entreprise». Et par la suite, en dépit des grèves, des manifestations et même des heurts avec la police qui s'étaient déroulées surtout à Gênes, mais qui avaient aussi montré l'isolement des dockers (le patronat génois réussissant à organiser une grande manifestation interclassiste contre les dockers, avec participation de prolétaires, sur le thème de la préservation de l'emploi menacé par l'intransigeance des dockers paralysant l'activité du port et de la ville), la réforme se fera en douceur.

Trois semaines après l'Italie c'est au tour de la bourgeoisie britannique de s'attaquer à ses dockers et à leur statut. En Grande-Bretagne, les dockers (passés de 80.000 en 69 à 9.000 en 89) sont regroupés au sein du T.G.W.U. (Transport and General Worker's Union, affilié au T.U.C., la Confédération Syndicale) et sont protégés par le N.D.L.S. (National Dock Labour Scheme) depuis 1947, statut qui leur donne de nombreuses garanties dont les deux principales sont la sécurité d'emploi pour les dockers professionnels d'une part et une inscription sur le registre du personnel «temporairement sans affectation» qui donne droit à pour les dockers occasionnels à un emploi lorsqu'il y en a un de libre. En 1970, le patronat avait déjà voulu remettre en question voir abolir ce statut, mais sans succès. Il va donc se réjouir lors de l'annonce de son abolition par le Parlement le 16/7/89.

Les dockers des principaux ports ripostent par une grève de 3 jours. La Fédération (Comité National des Docks et des Voies Navigables) du T.G.W.U. dépose un préavis de grève pour défendre le statut. Mais Ron Todd, secrétaire général du T.G.W.U. va montrer son vrai visage de leader réformiste; il explique aux dockers que la grève n'est pas légale car étant de caractère politique: or le gouvernement Thatcher a fait passer des lois interdisant toute grève de ce type (2). Il en profite pour dire aussi qu'il faut éviter tout remous jusqu'au retour des travaillistes au gouvernement. Puis il propose des négociations au patronat, qui, bien entendu refuse.

Le 10 mai les dockers sont quand même consultés avec un vote à bulletins secrets sur la question: «Êtes-vous pour la grève?» 74,3% répondent «oui», mais le syndicat ne déclenche pas pour autant la grève. Il préfère utiliser les «moyens légaux» en envoyant le patronat devant la justice. Le 7 juin le patronat gagne le procès en appel. Todd fait alors appel devant la Chambre des Lords. C'est alors que les dockers qui en ont marre se mettent en grève à la suite de l'appel de leurs délégués dans les ports de Bristol, Liverpool, Newport, Lowestoft, Tilsbury, Garston, bientôt rejoints par les dockers des ports écossais de Great Yarmouth et d'Ipswich: au total il y a 4.000 grévistes. Cette grève est aussitôt déclarée illégale et les dockers menacés de licenciements. La T.G.W.U. va travailler, non pour soutenir les grévistes, mais pour obtenir l'arrêt total de la grève, avec même le soutien des délégués des ports de Southampton et Hull. Le 14 juin, alors que les menaces des employeurs deviennent de plus en plus pressantes, Todd appelle à la reprise du travail. Il sera suivi, sauf à Tilsbury et Liverpool où les dockers reprennent le travail quelques jours plus tard, leur isolement ne leur permettant pas de poursuivre la grève.

Après que la Chambre des Lords ait déclaré la grève légale, elle reprend le 10 juillet. Mais entre-temps le gouvernement et Todd lui-même ont obtenu l'avancement de la date d'abrogation du statut au 3 juillet, et lorsque les dockers se remettent en grève leur statut faisait déjà partie de l'histoire. Les vingt-deux jours de grève et les divers contacts avec les dockers européens n'y changeront rien. Le patronat des sociétés de manutention peut désormais employer à sa guise les dockers en les embauchant sur des bases précaires, licencier les plus combattifs. On peut dire qu'aujourd'hui, alors que certains travailleurs subissent encore les coups de la justice après cette grève très dure, le métier de «docker» a disparu car ce

sont des ouvriers des entreprises de transport qui se chargent en général des opérations autrefois réalisées par les dockers. Un an plus tard, la bourgeoisie britannique pouvait se vanter que «la productivité a fait des bonds considérables» et que «les ports de Londres et Liverpool qui avaient quasiment disparu de la scène internationale ont repris leurs activités [normales]» (ce dont on peut douter, Liverpool, ancien point d'arrivée et de départ pour le trafic vers les colonies britanniques, étant historiquement dépassé et les installations portuaires de Londres étant remplacées par des immeubles de bureaux).

### EN FRANCE, LA DISPERSION DES FORCES ET L'ABSCENCE D'UN OBJECTIF UNIQUE CLASSISTE, OUVRE LA VOIE AUX NOUVEAUX STATUTS

Nous avons décrit dans «Le Proletaire» n°416 (mai-juin 1992) les débuts de la grève des dockers en France contre une politique de la bourgeoisie menée par ses représentants de gauche comme de droite.

Dès le début octobre 91 le conflit est engagé. Des grèves hebdomadaires allant de 24 à 96 heures (en général de 48 heures) ont lieu dans presque tous les ports; il y a aussi des manifestations, des occupations et des saccages de locaux portuaires et patronaux, des blocages d'entrées des ports, des piquets de grève à certains endroits stratégiques pour empêcher le travail, des échauffourées contre les forces de l'ordre bourgeois ou contre d'autres (voir plus loin), des actions ciblées comme le blocage de péages d'autoroutes, etc.

Ces actions vont durer 10 mois, mais de façon sporadique et de manière différente selon les ports (selon le nombre de dockers, les syndicats quand il y a pluralité syndicale, l'orientation des délégués là où la CGT a le monopole, etc), et en général de façon anarchique, car rien ne se fera dans l'unité. Ce qui prouve que si les dockers ont des difficultés pour s'unir en raison des conditions géographiques, le monopole exercé par un syndicat ne constitue en lui-même aucune garantie pour l'unité des travailleurs d'une branche, d'une entreprise ou même d'une profession aussi corporatiste que celle-ci: seule une orientation politique de lutte de classe peut unir les travailleurs.

Cette désunion totale fait évidemment le jeu de la bourgeoisie qui cherche à mener des négociations port par port; il faut ajouter le cas de Saint-Nazaire, dont nous parlons en encart de façon détaillée, très médiatisé et montré comme un exemple à suivre pour les dockers. Les dockers finiront par céder.

Dès la fin mai 92 il y a de plus en plus d'affrontements physiques dans les ports. Contre les flics d'une part et d'autre part contre des routiers qui veulent forcer les barrages dans certains ports, ou parfois contre des marins pêcheurs qui veulent décharger leurs navires. Mais aussi entre dockers comme par exemple à Dunkerque. Dans ce port la division commence quand un questionnaire est distribué après un énième refus de la CGT de négocier: sur 964 dockers, 634 y répondent, dont 479 en faveur de la mensualisation. La scission s'accroît entre partisans et adversaires de la négociation et bagarres, actes de violence surtout contre des contremaîtres, éclatent. En gros on a la majorité des professionnels contre une minorité de ceux-ci et des intermittents, qui traitent les premiers de «jaunes». Ces affrontements, parfois grossiers ou inventés par les médias, sont utilisés par le patronat pour affaiblir la lutte. La division existe aussi dans d'autres ports, pour les mêmes raisons, mais aussi pour d'autres: hostilité envers les adhérents à d'autres syndicats, orientations politiques diverses des délégués, partisans ou adversaires de la création de coopératives de dockers, etc.... Il faut dire que les dockers ont concrètement peu d'alternatives: où se ranger derrière la CGT et sa politique pro-

( Suite en page 6 )

# LA GREVE DES DOCKERS

( Suite de la page 5 )

fessionnelle mafieuse, stakhanoviste, aristocratique, voire patronale; ou se ranger carrément derrière la bourgeoisie et ses représentants en acceptant la réforme ou, ce qui revient au même, en créant une «alternative» du style de celle de St Nazaire.

Pendant ce temps la bourgeoisie fait son travail. A l'Assemblée nationale discutent et modifient le statut, l'U.N.I.M. (Union Nationale des Industries de la Manutention, qui regroupe la patronat), rend public une charte de 9 points (3). Le 9 juin la nouvelle loi est votée à l'Assemblée; tous les dockers professionnels seront mensualisés et recrutés par des entreprises de manutention sous contrat à durée indéterminée. N'importe qui peut devenir docker, mais selon la loi, «les entreprises de manutention ont l'obligation de recruter les mensualisés parmi les dockers qui ont régulièrement travaillé sur le port au cours des 12 derniers mois». De plus toute société de manutention devra en cas d'embauche proposer d'abord les emplois à des dockers «ancien régime» inscrits au Bureau de la Main d'oeuvre portuaire.

Alors que le conflit entre dans son dixième mois, le mouvement s'essouffle. Début juillet le syndicat CGT de Dieppe est le premier à signer, bien que les dockers dieppois aient été très actifs dans tout le conflit. Mais l'importance du chômage et la force de la bourgeoisie locale très impliquée dans ce conflit (ce n'est pas par hasard si le député PS de la région a été le rapporteur de la loi à l'Assemblée) expliquent cette attitude; sur les 162 dockers existants (ils étaient 590 en 1981), seuls 65 sont mensualisés, 57 partent en pré-retraite, 10 toucheront une pension d'invalidité, 30 ont droit à un congé-conversion...

La bourgeoisie locale pouvait se féliciter de cet accord. Après cette première brèche, des négociations ont lieu port par port et du 15 au 18 juillet pratiquement tous les ports vont signer, à part Marseille où le conflit va durer encore 6 mois et St Malo (82 dockers) qui n'a toujours pas signé à l'heure actuelle. Le statut de 1947 est aboli.

## CONTRE LES NOUVELLES OFFENSIVES PATRONALES, LES PROLETAIRES DOIVENT CONSTRUIRE UN FRONT UNIDE CLASSE ET SE REGROUPER AUTOUR D'OBJECTIFS DE LUTTE COMMUNES UNITAIRES

Les dockers ont certes subi une défaite, ils ont perdu tout un système d'avantages et de garanties qui en faisaient une catégorie à part, qui se sentait distincte du reste de la classe, une **aristocratie ouvrière**. Sous le capitalisme il n'existe pas pour les travailleurs de garanties qui soient éternelles ou intangibles. Même les catégories les plus importantes pour «l'économie du pays» comme les dockers et leur CGT étaient fiers de se présenter, ne sont pas à l'abri; aucun statut ne peut protéger une catégorie de la classe quand les lois de l'économie capitaliste exigent la «rationalisation», la «restructuration», l'intensification de l'exploitation.

La seule défense réelle est celle qui est donnée par la lutte, et une lutte non corporatiste, la plus large possible, unissant tous les travailleurs d'une même catégorie malgré les limites géographiques ou d'entreprise, et dépassant les limites de catégorie pour s'étendre à toute la classe. En perdant leur statut et ses avantages, les dockers vont être précipités au niveau de la masse des prolétaires; mais ils obtiendront ainsi la possibilité de «se reconnaître et d'être reconnus par les autres travailleurs et comme faisant partie

de la même classe ouvrière en lutte contre la classe bourgeoise et son Etat» (*Le Prolétaire* n°416).

L'Etat reste avec un gros problème. Il lui faut en effet réorganiser le fonctionnement des bureaux de main d'oeuvre, débloquent de nouveaux budgets pour les 6 ports encore autonomes, les 17 ports relevant de l'Etat, les 44 ports décentralisés, payer les primes aux dockers pour les pré-retraites, les mesures de reclassement et de reconversion, etc. 2 milliards sont nécessaires, mais l'Etat rechigne et demande l'aide des collectivités locales. La presse a rapporté de bruits selon lesquels pour raisons financières, l'Etat se désengagerait des ports. La privatisation est en marche. Et le temps des conflits n'est pas terminé.

(1) Cet accès a un caractère à la fois mafieux et aristocratique car pour devenir docker, il faut remplir deux conditions: avoir un parent proche dans la profession et être encarté à la CGT. Cela n'empêchant pas qu'il n'y a eu aucune embauche de jeunes dans la profession depuis 1982. En février dernier,

## LE CAS DE SAINT-NAZAIRE

Saint-Nazaire-Nantes est l'un des 6 ports autonomes de l'hexagone. Mais comme Marseille, il est composé de 2 ports bien distincts: il y a Nantes d'un côté et de l'autre Saint-Nazaire-Montoir. C'est le second qui va être médiatisé dès le début du conflit au grand bonheur de la bourgeoisie.

Dans ce port les dockers ne vont pas participer au conflit, ne faisant que deux grèves. Mais cela n'est pas vraiment étonnant de voir ces dockers en marge de leur corporation. En effet St-Nazaire est déjà un cas au départ. Ce port qui compte 199 dockers dont 129 professionnels et 70 intermittents travaillant à tour de rôle a le taux de chômage le plus faible du pays avec seulement 5% (1,4% chez les professionnels) alors que la moyenne nationale avoisine les 40%.

Durant tout le mouvement, ces dockers auront donc une autre attitude que leurs pairs du reste du pays. Ils vont suivre corps et âme leur secrétaire et leur délégué CGT, G. Denigot et M. Hémy, qui prônent l'autogestion. En effet comme ils l'annoncent dès le début du conflit, ils créent en janvier 92 une SCOP baptisée «Atlantique Services Maritimes» dont le capital est réparti ainsi: dockers 51%, entreprises de manutention 34%, port 15%(1).

Les dockers de ce port vont «s'auto-mensualiser» et par conséquent «s'auto-exploiter». Si cela leur garantit un salaire minimum de 14.000 F brut pour 169 heures de travail par mois et... des primes de productivité, cela ne va pas les empêcher de réduire leur propre effectif avec 11 départs en pré-retraite et 18 en congés-conversions. Quant aux autres, ils quitteront la CGT, puisque leur adhésion ne leur sera plus d'aucune utilité pour l'avenir. Et les intermittents vont... rester intermittents.

En mars les 10 principaux représentants de la CGT dissoute, le président du syndicat des manutentionnaires, les représentants de huit sociétés de manutention du port et le Secrétaire d'Etat à la mer de l'époque signent un accord intitulé «Charte d'objectifs de la modernisation de la filière portuaire dans le port de ST-Nazaire-Montoir» qui a pour thème, en plus d'un nouveau statut et de la mensualisation, la responsabilisation et la compétitivité - accord qui fait l'apologie de la collaboration de classe et du stakhanovisme.

Dès lors tout est réglé pour ce port et surtout pour le patronat qui n'en demandait pas tant. En effet après avoir fait le maximum de profit, du début du conflit jusqu'à cette date en récupérant un grand nombre de navires qui n'avaient pu décharger dans les ports voisins en grève, il sait qu'il va encore réaliser des profits supplémentaires

les dockers ont demandé que la loi de 92 permette de favoriser l'accès à la profession pour leur famille.

(2) En 1979 le gouvernement Thatcher a fait passer une loi limitant le «pouvoir syndical» dans trois domaines: - interdiction des piquets de grève dits secondaires, c'est-à-dire de solidarité avec des grévistes; - institution du vote à bulletins secrets pour décider d'une grève; - «protection» des travailleurs non-syndiqués.

(3) Ces 9 points sont: - 1) l'U.N.I.M. offre aux dockers professionnels et aux dockers intermittents (!) un C.D.I. qui ne peut être remis en cause qu'en cas de faute grave... ou de difficultés économiques durables de l'entreprise de manutention; - 2) Garantie des revenus pour les intermittents et salaire minimum annuel pour les professionnels de 120.000F bruts; - 3) plus d'obligation de se présenter 2 fois par jour pour trouver du travail sur le port; des horaires individualisés seront mis en place; - 4) Engagement des entreprises pour une politique active de prévention des accidents du travail; - 5) «application aux personnels mensualisés (...) des dispositions du droit social et des

en récoltant d'autres navires jusqu'à la fin du conflit qu'il espère la plus lointaine possible, voire quand d'autres conflits éclateront.

Quand à Gilles Denigot, lui aussi est aux anges. Il se retrouve grand boss d'une société de location de dockers pour les entreprises de manutention, un «marchand de viande» en quelque sorte. Une fois de plus il est arrivé à ses fins. D'abord militant des GSED (Groupes Syndicalistes pour une Economie Distributive, organisation qui prône la répartition des richesses tout en niant l'existence des classes et par conséquent la lutte des classes), il milite ensuite chez les libertaires pour se glisser vers les sociaux-démocrates et prendre entre ces deux périodes la direction du syndicat CGT local des dockers. Il est ensuite élu délégué municipal sans étiquette à Saint-Nazaire, ville dont la mairie est gérée par une union de la gauche très large, puisqu'elle va du PS au PCF et même à Lutte Ouvrière (2). Pendant le conflit il trahira sa collaboration active avec les bourgeois dans ses déclarations: «Nous sommes pour le maintien de la loi de 1947 (!), mais nous sommes contre cette grève car elle est prématurée (!!))». Et «Il nous fallait sortir du système classique, et cela mérite d'autres formes de partenariat et d'organisation et que tout le monde dans la maison comprenne les nouveaux objectifs». Sa dernière couleur politique connue à ce jour est le vert: il a été en effet candidat aux législatives sous l'étiquette Génération Ecologie. Dans le futur il ne serait pas étonnant de le voir derrière un Rocard ou un quelconque regroupement de ce genre. Son bras droit, Michel Hémy est de la même trempe, comme le prouvent ses déclarations suivantes: «Ils (les intermittents) travailleront comme ils travaillent aujourd'hui. On ne peut s'en passer. Beaucoup de trafics ne pourraient être assurés sans eux. Pour les produits congelés, il faut des gars jeunes et dynamiques». A propos de la deuxième et dernière grève des dockers de St-Nazaire, il n'hésitera pas à déclarer: «(elle) a été faite à titre symbolique puisque c'est la fin de la loi de 47, c'est donc comme un dépôt de gerbe. Et puis, nous voulons aussi donner plus de poids à notre argumentation auprès du monde politique pour que la loi soit la plus douce possible, pour que celle-ci serve à revitaliser les ports et évite qu'on ne parte dans un conflit interminable». Sans commentaires...

Aujourd'hui St-Nazaire a donc des dockers autogestionnaires. Et si, en dehors de la bourgeoisie, cela réjouit les GSED, les libertaires, les anarcho-syndicalistes et quelques pseudo-marxistes et autres petits-bourgeois à l'instar de leur quotidien préféré «Libération» (3), ce n'est pas par hasard: en effet tous les partisans de ces idéologies nient ou militent contre toute lutte de classe. Et lorsqu'éclateront de nouvelles grèves de dockers, comme c'est inévitable même si ces

avantages conventionnels (...)) pour «améliorer la couverture sociale des dockers mensualisés»; - 6) Diversification des activités des entreprises de manutention, dans le seul but, c'est sûr, de permettre de «plus larges évolutions de carrières» des salariés; «la mensualisation permettra aux dockers de progresser dans l'entreprise»; - 7) «Meilleure adaptation au progrès technique» que l'absence de liens entre dockers et entreprises de manutention a ralenti; «la reconstitution d'une communauté d'entreprise permettra d'anticiper et de préparer les changements technologiques», et donc, n'en doutons pas, la diminution du nombre de dockers; - 8) négociations entre dockers et entreprises pour aboutir à une convention collective de branche; - 9) «l'U.N.I.M. s'engage à tout mettre en oeuvre pour que la mensualisation n'entraîne aucun laissé pour compte. Chaque cas sera examiné et une solution socialement acceptable sera proposée à chacun, etc., etc.». En résultat les intermittents sont... restés intermittents, quand ils sont restés dockers. Enfin, à force, on connaît les bourgeois, leurs beaux discours et leur langue de bois!

derniers sont encore malgré tout des privilégiés, au niveau des salaires et sur d'autres points, les autogestionnaires joueront les jaunes pour que St Nazaire récupère les navires détournés des ports en lutte.

L'autogestion a fait des ouvriers-dockers (professionnels) des petits patrons. Beau résultat qui montre que l'autogestion (combattue par le marxisme) est contraire à la lutte des travailleurs, contraire à la lutte de classe, contre-révolutionnaire, qu'elle ne profite qu'au capitalisme.

A bas les dockers-patrons de Saint-Nazaire! A bas l'autogestion!

Vive la lutte de classe! Vive la lutte des travailleurs pour la victoire du communisme!

(1) En 1985 il avait déjà été question de créer une SCOP («coopérative ouvrière»).

(2) Rien ne confirme la «main-mise» de L.O. sur les dockers de St-Nazaire que dénonçait le CCI dans «Révolution Internationale» de juin 92. Il y a de la marge entre la présence éventuelle de militants ou de sympathisants de L.O. parmi les dockers et une main-mise sur le syndicat CGT, sans parler du fait de l'existence des catégories différentes (professionnels et intermittents) dans cette corporation.

(3) «Libération» écrivait le 16/7/92 à propos de la signature du nouveau statut: «Seul St-Nazaire a préservé l'essentiel, puisque là-bas le docker est devenu son propre patron». Cela se passe de commentaires.

## QUELQUES CHIFFRES:

### DUNKERQUE

Statut de 47: 984 dockers professionnels avec un taux de chômage de 40,28%, 400 intermittents avec un taux de chômage de 46,68%. Statut de 92: restent 500 dockers mensualisés et 50 intermittents.

### ROUEN

Statut de 47: 793 professionnels. Statut de 92: 290 mensualisés, 130 intermittents, 191 départs en congés-conversion, 150 départs en pré-retraite, 32 départs en retraite.

### NANTES

Statut de 47: 193 professionnels, 40% de chômage. Statut de 92: restent 35 mensualisés et 28 intermittents.

LORIENT KERGOISE: Statut de 47: 76 professionnels, 16,5% de chômage. Statut de 92: restent 40 mensualisés.

SETE: Statut de 47: 154 professionnels, 59 intermittents. Statut 92: restent 66 mensualisés et 34 intermittents; 54 départs en pré-retraite.

\* \* \* \*

La pré-retraite est à 50 ans; les dockers touchent 65% de leur ancien salaire. En moyenne, sous le statut de 1947 le docker travaillait 144 jours par an et touchait 12.000 F brut par mois.



# SOLIDARITE AVEC LES PROLETAIRES ET LES MASSES PALESTINIENNES

( Suite de la page 1 )

pects (on les détruit maintenant au missile anti-char, ce qui va plus vite que d'utiliser un bulldozer) au blocus des travailleurs palestiniens, de la torture dans les prisons - attestée par les organisations humanitaires internationales - à l'assassinat politique par des escadrons de la mort para-militaires ou à l'exécution sommaire de supposés «commandos palestiniens tentant de s'infiltrer en Israël» comme l'annoncent régulièrement les communiqués de l'armée.

A certaines critiques qui s'inquiétaient de cet escalade de la répression, Rabin a répondu que l'armée avait «*besoin non pas de moins, mais de plus de moyens*» pour combattre l'agitation». A propos des déportations il a affirmé que pour la première fois les Etats-Unis avaient implicitement reconnu le droit d'Israël à y recourir pour des raisons de sécurité. Et le gouvernement israélien a refusé de s'engager à ne plus déporter à l'avenir de palestiniens, ainsi que le demandaient les déportés pour accepter le compromis élaboré par les américains (retour immédiat d'une partie des déportés et retour un peu plus tard des autres, vraisemblablement d'ailleurs... dans un camp de prisonniers).

L'identité fondamentale de la politique suivie par les gouvernements israéliens de droite ou de gauche n'est en fait que l'expression des aspirations des principaux secteurs de la bourgeoisie israélienne (y compris d'ailleurs des animateurs du mouvement pacifiste «La Paix maintenant»): arriver à des accords avec les pays arabes voisins, moyennant même s'il le faut quelques compromis y compris territoriaux, qui entérinent ses acquis principaux et sa position de suprématie régionale; ne rien céder aux palestiniens d'important - et surtout ne pas admettre l'existence d'un Etat palestinien, même croupion, à moins d'y être absolument obligé par leurs parrains et dans ce cas en ayant alors toute garantie qu'il ne soit autre chose qu'un **bantoustan**, un réservoir de main d'œuvre sans réelle souveraineté avec une administration policière solide et sous la menace permanente des canons de l'Etat hébreu.

Dans le cadre des négociations récentes, le gouvernement israélien semblait prêt à concéder une certaine autonomie aux palestiniens dans quelques secteurs de leur vie économique et sociale. De son côté, l'OLP, désespérée de présenter à ses partisans au moins un semblant de résultat, si mince soit-

il, était prête à accepter. La meilleure preuve est qu'elle a commencé à recruter les premiers éléments d'une future **police** palestinienne destinée à faire admettre aux masses les délices de cette autonomie: et où trouver des éléments vraiment qualifiés sinon parmi les anciennes forces de police palestiniennes créées par Israël? Ce sont donc à eux qu'on a fait appel... D'autre part, plusieurs personnalités israéliennes ayant demandé un retrait de Gaza en raison des difficultés toujours plus grandes pour y faire régner l'ordre de l'Etat hébreu, la réaction de l'OLP a été significative: «*Si les israéliens se retirent de Gaza sans nous prévenir, ils commettront un véritable crime. Les Palestiniens (sic!) doivent être tenus au courant d'une telle décision pour que l'on puisse demander aux Nations Unies et à l'Egypte d'assurer provisoirement l'ordre et la sécurité*» a déclaré le chef de la délégation palestinienne aux discussions de paix (1): ce serait en effet un crime pour l'OLP que de laisser les masses exploitées livrées à elles-mêmes, sans qu'une solide force de police (l'ONU jouant de plus en plus un rôle de flic mondial) ou de soldats assurent «l'ordre», **l'ordre bourgeois**, bien entendu.

La persistance de l'Intifadah, la montée inexorable de la colère des masses déshéritées palestiniennes - jointes à un relâchement des pressions américaines: les E.-U., principal soutien d'Israël avec 3 milliards de dollars d'aide annuelle, ont accepté de donner leur garantie bancaire aux emprunts de l'Etat israélien et lui ont évité d'être condamné par le conseil de sécurité de l'ONU - ont conduit la bourgeoisie israélienne à tempérer encore ses penchants très modérés aux compromis pour se tourner encore plus vers la seule méthode qui lui est familière et qui lui a toujours souri: la méthode de la **force**. Et le moins qu'on puisse dire est que sur cette voie elle n'a pas été freinée par la bourgeoisie et les Etats arabes, trop occupés à calculer les futurs marchandages pour faire autre chose que les plus minimes gestes de solidarité avec le «peuple palestinien».

Qu'en conclure? Les masses et les prolétaires palestiniens restent une fois de plus seuls face à l'oppression; seuls, abandonnés par leurs «frères» des bourgeoisies arabes, trahis par leurs dirigeants bourgeois de l'OLP pressés de les exploiter, ils peuvent par désespoir être sensibles aux orientations de l'intégrisme religieux qui, lui au moins, ne courbe pas la tête devant l'opresseur. D'autre part l'idéologie religieuse, interclassiste par nature, correspond bien à une

situation où les différences de classe au sein des masses palestiniennes ne peuvent que difficilement passer au premier plan en raison de l'oppression nationale écrasante et omni-présente. C'est la raison pour laquelle l'usure des forces nationalistes et la faillite de leur stratégie de remplacement de la lutte armée par la voie diplomatique, ne débouchent pas sur l'émergence de forces et d'orientations prolétariennes, mais sur l'impasse réactionnaire de l'intégrisme. Les élections aux chambres de commerce - ce n'est évidemment pas par hasard que ces élections réservées aux bourgeois soient les seules permises par Israël dans les Territoires occupés - ont montré que les bourgeois et les notables palestiniens se détournent des formations nationalistes même les plus combattives (FPLP, FDLP) et accordent leur confiance à des listes islamistes; et il semble bien que ce soit aussi le cas des jeunes manifestants et combattants de l'Intifadah.

Hamas peut-elle offrir une issue aux masses palestiniennes? Pour le croire il faudrait oublier que cette organisation a longtemps bénéficié d'un appui tacite des autorités israéliennes - bien placées pour connaître le pouvoir contre-révolutionnaire de la religion - dans le cadre de leur lutte contre la résistance palestinienne (les américains eux-mêmes n'ont décidé qu'au début du mois de mars de rompre leurs relations avec Hamas - ce dont l'OLP les a félicités). Et d'ailleurs Hamas vient tout dernièrement d'accepter ce qu'elle dénonçait jusqu'ici énergiquement comme une capitulation, la perspective de la constitution d'un Etat palestinien sur les seuls territoires occupés; elle a beau dire qu'il s'agirait seulement d'une «*étape vers la libération totale de la Palestine*», c'est exactement ce que disait l'OLP lorsqu'elle s'est engagée dans la recherche à tout prix d'un compromis avec l'impérialisme.

Les mêmes causes (l'épuisement des velléités combattives des bourgeois et petits-bourgeois palestiniens) produisant les mêmes effets, l'organisation bourgeoise intégriste est inévitablement condamnée à parcourir la même trajectoire que les organisations bourgeoises nationalistes, la seule différence étant que Hamas risque de la parcourir avec une vitesse beaucoup plus grande.

Quoi qu'il en soit, si l'idéologie religieuse peut exalter le martyr, appeler même au combat et à la «guerre sainte», par nature elle ne peut qu'être un piège pour les exploités qu'elle appelle au sacrifice pour le prétendu intérêt supérieur de la communauté en leur

promettant monts et merveilles après la mort: ce sont toujours les classes supérieures qui tirent profit du renoncement des classes inférieures à lutter pour leurs intérêts propres, en Palestine comme partout. C'est bien pourquoi de plus en plus de bourgeois et notables palestiniens des territoires occupés se tournent vers Hamas, moins discréditée auprès des masses que l'OLP et donc mieux à même de les contrôler.

Les militants communistes doivent tout faire, particulièrement aujourd'hui où c'est passé de mode, pour sensibiliser les prolétaires conscients à la nécessaire **solidarité avec les masses exploitées palestiniennes** et pour dénoncer le rôle de soutien explicite ou, le plus souvent, implicite, des impérialismes occidentaux à la répression israélienne (l'attitude de l'ONU en est à elle seule la démonstration éclatante). Mais ils ne doivent jamais oublier de souligner que le déblocage de cette situation tragique ne peut en définitive venir que du réveil de la lutte prolétarienne de classe, évidemment dans toute la région du Moyen Orient, mais surtout **dans les métropoles impérialistes**. Et donc que la classe ouvrière de ces pays a une responsabilité historique et un devoir impérieux par rapport aux exploités et aux opprimés des pays qui dépendent de ces impérialismes.

En affaiblissant les parrains impérialistes d'Israël, la lutte prolétarienne permettrait de desserrer l'étau dans lequel se trouvent les masses et les prolétaires palestiniens tout en faisant la démonstration pratique qu'il est possible de dépasser l'horizon national bourgeois. Elle ne les appellerait pas à abandonner leur lutte de résistance à l'oppression coloniale ou nationale; elle leur indiquerait la seule voie féconde et sûre pour que les trésors d'énergie et de potentialités de lutte dont ils font preuve depuis des années et des années ne soient pas dépensés en vain, mais servent vraiment à leur émancipation de toute oppression et de toute exploitation: la voie de l'union dans la communauté internationale des prolétaires en lutte pour la révolution communiste mondiale.

Et c'est cette perspective-là que nous ne cesserons jamais de mettre en avant, quel que soit l'écho terriblement limité qu'elle ne peut que rencontrer aujourd'hui.

(1) cf «Al Wasat», reproduit dans «Courrier International» n°125 (25-31/3/92)

## correspondance LA GREVE A CARNAUD - KERPLAS (DIEPPE)

Le soir du 16 décembre, les trois usines de l'entreprise Carnaud - Kerplas de la région dieppoise (Petit-Appreville, Offranville, Ouville-le-Rivière) étaient paralysées par une grève comme on n'en avait pas vu depuis longtemps sur Dieppe. A l'origine du conflit dans la plus grande entreprise (860 salariés) de la région: des revendications salariales.

En effet, après une demande répétée des syndicats afin d'obtenir une hausse des salaires tenant compte de l'inflation, la direction de Kerplas, entreprise appartenant au groupe Carnaud Metal Box (premier groupe européen et troisième mondial d'emballage plastique et métal), dont les C.A. furent en 1991 et 1992 de 450 et 495 MF (dont environ 50% à l'exportation) refusant celle-ci, les délégués syndicaux (CGT, CFDT, FO) allaient consulter la grande partie des ouvriers.

Suite à cela, les syndicats appelaient à l'arrêt immédiat du travail sans préavis de grève et pour une durée indéterminée, c'est-à-dire jusqu'à ce que la direction accorde une augmentation de salaire de 3% minimum.

Aussitôt à Petit-Appreville et le lendemain matin dans les deux autres usines, toute la production de flaconnage plastique destinée aux industries cosmétiques et pharmaceutiques était stoppée. Des piquets de grève étaient placés aux entrées des trois sites et des tentes montées pour ces mêmes piquets. Pendant ce temps, des réunions entre patronat et syndicats avaient lieu. Sans résultat.

Le lundi suivant (21 décembre), les grévistes durcissaient le mouvement en brûlant des palettes de bois aux entrées des trois usines, bloquant tout approvisionnement de celles-ci d'une part, et des clients de

Kerplas d'autre part. La direction faisait alors appel à la justice qui, le lendemain, devant le tribunal de Dieppe, condamnera trois délégués syndicaux pour «entrave à la liberté du travail».

Malgré cela, le mouvement ne faiblissait pas et la direction se voyait obligée de continuer à négocier avec les syndicats, cédant finalement à leur exigence et acceptant l'augmentation des salaires de 3%.

Mais les grévistes, au lieu de cesser la grève après avoir obtenu satisfaction à leur revendication, vont la continuer en exigeant 4%! La direction refusera le «chantage», espérant que le mouvement s'éteindra avec la fermeture le 23 au soir des usines pour le congé de fin d'année.

Les vacances se passent. Le 4 janvier, si la reprise du travail s'effectue à Ouville (environ 100 salariés), à Offranville et surtout à Petit-Appreville où se trouve plus de la moitié de l'effectif total de l'entreprise et le siège de celle-ci, c'est la grève qui reprend avec le même scénario.

Le lendemain, alors qu'il est de plus en plus question de chômage technique chez les sous-traitants, les syndicats vont céder face à la direction et la grève va s'arrêter en

début d'après-midi.

Les résultats du conflit sont les suivants:

- Non-paiement des jours de grève, qui sera étalé sur plusieurs mois afin de ne pas amputer la paye de décembre.

- Condamnation des 3 délégués pour «entrave à la liberté du travail».

- Augmentation des salaires de 2,7% à partir du 1er janvier, puis, si le C.A. de Kerplas est supérieur en 93 à celui de 92, de 0,3% en décembre prochain.

Pour beaucoup, principalement pour le patronat, la presse locale et les médias, le conflit a abouti à un échec pour les ouvriers de l'entreprise, du fait aussi qu'il n'y aurait eu aucun document signé par les deux parties restées en profond désaccord.

Si le conflit s'est terminé sur un échec des grévistes, ceci n'est vrai qu'en partie. Il y a eu en effet de nombreux points positifs. Tout d'abord, il a réuni presque tous les ouvriers embauchés et une grande partie des intérimaires, ainsi que la majorité des chefs d'équipe, des contre-maîtres et des techniciens. Ensuite, il a permis à beaucoup de renouer avec la lutte et à d'autres de

( Suite en page 8 )

# Les crises économiques et la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire (1)

*C'est sous le thème général de la voie tourmentée de la reprise de la lutte de classe que s'est déroulée à la fin de l'année dernière une réunion du parti dans la région de Venise, autour de rapports sur «cours de l'économie capitaliste et crises», «rapports de force entre impérialismes, nouveau partage du monde et inévitabilité de la guerre dans la société capitaliste», et «reprise prolétarienne par secousses et explosions sociales, réorganisation prolétarienne sur le terrain des luttes immédiates, formation du parti de classe». Nous commençons à publier ci-dessous le premier de ces rapports.*

Tout le développement de la lutte de classe, des premières escarmouches pour la défense des conditions de vie immédiate aux poussées de classe plus unifiées autour d'objectifs généraux de la classe et enfin à la lutte révolutionnaire elle-même, est intimement lié aux conditions de développement du capitalisme. A ses phases de croissance euphorique correspondent nécessairement des reculs significatifs de la lutte de classe, le capital ayant les moyens d'acheter la paix sociale. A ses phases de crises correspond pour le prolétariat la nécessité de se regrouper et de s'organiser autour d'objectifs de classe, sur le plan économique, social et politique, pour faire face aux offensives qu'il subit systématiquement.

Connaître et apprécier les phases de développement capitaliste, c'est aussi déterminer quelles sont les perspectives de luttes et les objectifs du prolétariat et aussi quelles sont les tâches politiques et pratiques du parti de classe. Il ne s'agit donc pas de faire de l'analyse économique dans un but livresque, mais de la relier aux impératifs du développement de la lutte de classe.

Les liens qui existent entre les crises capitalistes et le niveau de développement de la lutte de classe ne sont pas mécaniques; à l'exacerbation de la crise économique ne correspond pas forcément celle de la lutte entre les classes. Ceci est vrai quelle que soit l'importance de cette crise, même lorsqu'elle se transforme en guerre impérialiste pour le repartage du monde. Pour que renaisse aujourd'hui la lutte de classe il ne suffit pas que le capitalisme fasse pression sur les salaires, accentue les rythmes de travail, augmente le taux de chômage, crée une insécurité matérielle permanente et provoque une baisse générale des conditions de vie des prolétaires. Cette situation est bien sûr une condition nécessaire mais absolument pas suffisante pour que la lutte de classe renaisse non pas d'une façon épisodique mais permanente et en prenant systématiquement appui sur les expériences acquises pour passer à un stade plus avancé encore. Il faut donc que soit assurée cette continuité de la lutte pour qu'on puisse parler réellement d'une renaissance de la lutte de classe. Pour cela il faut que les militants révolutionnaires mettent en avant le besoin de l'organisation du prolétariat, pour tisser des réseaux stables de défense des prolétaires.

Certains groupes politiques croient que ce qu'ils appellent «la décomposition du capitalisme» ou le «chaos capitaliste», possède un effet de mobilisation intrinsèque du prolétariat vers la lutte de classe, pourvu qu'il en évite les conséquences néfastes et qu'il sache résister à la tentation de s'organiser de façon permanente pour la lutte... Quant à nous nous ne

déduisons pas de ce que le capitalisme subit une crise ravageuse pour son équilibre, que le prolétariat est entraîné automatiquement et pour ces seules raisons d'ordre matérielles, vers une reprise des luttes pour abattre la société bourgeoise. Un tel schéma est infantile et propre à ceux qui reculent devant les problèmes d'intervention et d'organisation du prolétariat. Il faut que d'autres conditions historiques, politiques et d'organisation de la classe, soient réunies pour qu'à la crise capitaliste réponde le retour du prolétariat sur le devant de la scène sociale et des luttes de classe.

L'analyse du cours de l'économie capitaliste et de l'impérialisme revêt une importance particulière pour le parti puisque c'est sur cette base que nous pouvons définir quelles vont être les attaques que subira la classe ouvrière, quelle sera leur ampleur, de quelle manière elles seront dirigées par la bourgeoisie, qui parmi les forces politiques bourgeoises, du réformisme à l'extrême-droite, en seront les acteurs, et donc quels obstacles le prolétariat a trouvé, trouve et trouvera dans sa lutte quotidienne de résistance au capital et sur sa route vers la reprise de la lutte de classe plus générale. Ce type d'analyses en continuité avec toute le travail fait sur ce terrain par le parti, a une fonction de **prévision** et donc, et c'est le plus important, de **préparation du parti à ses tâches politiques et organisatives envers le prolétariat**.

## LA CRISE DE 74-75, PREMIER EPISODE DE LA FIN DES «TRENTE GLORIEUSES»

La crise de 1974-75 a mis fin à trente années d'accumulation capitaliste édifiées sur les ruines de la dernière guerre impérialiste que les économistes bourgeois ont appelé cyniquement les «trente glorieuses». Ce cycle d'**après guerre** s'est développé dans le contexte du partage du monde en deux grandes zones aux règles bien établies, celle de l'occident et celle du bloc de l'Est prétendument «socialiste», mais fruit de la contre-révolution stalinienne. Cette répartition, ce **condominium russo-américain**, ainsi que nous l'appelions à l'époque assura aux grandes puissances une certaine stabilité dans leurs rapports et l'assurance d'une domination presque incontestée dans leur zone d'influence, ainsi qu'une certaine liberté dans les régions non encore définitivement partagées.

Pendant toutes ces années de «stabilité impérialiste» le prolétariat des grands pays capitalistes reste soumis à la politique et aux organisations réformistes, englué dans les «amortisseurs sociaux» constitués sur la base des miettes concédées par la bourgeoisie, au point qu'il n'est pas en mesure

de répondre à la crise de 74-75 en se portant avec vigueur sur le terrain de la **lutte pour ses propres intérêts immédiats de classe**. A plus forte raison le prolétariat des pays capitalistes moins développés n'a pas la force de s'engager dans une lutte frontale contre sa bourgeoisie, bien qu'il ait fourni de nombreux exemples de luttes courageuses. Dans le monde entier l'influence des partis opportunistes de type stalinien a joué un rôle très précieux pour la conservation bourgeoise et très dommageable pour le prolétariat en alimentant dans ses rangs non seulement la mystification du socialisme stalinien, mais aussi les illusions démocratiques qui ont conduit les prolétaires des pays développés comme des pays en développement à faire bloc avec l'Etat bourgeois. Dans les deux cas c'est donc totalement impréparé que le prolétariat mondial a dû subir les premiers coups de la crise.

Ces premières manifestations de la crise capitaliste à l'échelle mondiale ont eu pour effet d'accélérer la crise dans les pays dits «socialistes», principalement du bloc soviétique. L'économie de ces Etats, nous l'avons souvent expliqué, était - en tant qu'économie capitaliste - de plus en plus et de mieux en mieux **intégrée au marché mondial** et à toutes ses contraintes et contradictions. La crise capitaliste s'est manifestée dans ces zones avec d'autant plus de force que derrière le contrôle de l'Etat plus apparent que réel, régnait le désordre et l'anarchie typique du capitalisme. Les conséquences sont connues; en l'espace d'une bonne dizaine d'années, c'est tout l'équilibre géopolitique qui s'est écroulé. On est ainsi passé de la période des certitudes à celle des **incertitudes**.

Notre travail de parti a montré que cette crise de 74-75 se différenciait des, par le fait que le capitalisme était beaucoup plus **interpénétré** au niveau mondial et que ses milles liens financiers, commerciaux, qu'il avait tissé le rendait d'autant plus fragile lorsque qu'un maillon de cette chaîne sautait. En 74, en raison de cette interdépendance de tous les capitaux, ce sont tous les capitalismes particuliers qui ont plongé en même temps.

Cette situation, où toutes les économies suivaient le même rythme de décroissance, était tout-à-fait nouvelle et constituait le meilleur indice que le capitalisme était entré dans une phase où les crises particulières à chaque capitalisme étaient désormais en phase, **entraînant tous les capitalismes concurrents dans un même mouvement**. Si on examine simplement l'évolution du PNB de chaque grande puissance impérialiste, on constate que les courbes de tous les grands Etats capitalistes se suivent régulièrement, en 74-75, en 80-82, en 90-92.

Le capitalisme a unifié le marché mondial au point d'**unifier les crises**, au point que les forteresses de l'Est se sont écroulées comme des châteaux de cartes et que chaque fléchissement d'une économie particulière se répercute immédiatement sur l'état de santé de toutes les autres économies des pays avancés. De cette façon aussi, le capitalisme tend dialectiquement à unifier les conditions matérielles de base

pour la lutte de classe et sa reprise à l'échelle mondiale.

Dans la période d'après-guerre, nous avons souligné comme une évidence le fait que les Etats-Unis étaient non seulement les vainqueurs du conflit mondial, mais aussi les seuls véritables dominateurs du monde capables de dicter les conditions des alliances, du partage du monde en zones d'intérêts, de la reconstruction économique des principaux pays sur leurs ruines de guerre, tout en en réduisant l'Angleterre à un rôle de vassal et plaçant sous sa direction la moyenne puissance française. Les vaincus japonais et allemand, n'ont pu faire autre chose que de mobiliser leurs énergies nationales pour reconstruire leurs appareils productifs et d'accumulation grâce à la protection et aux capitaux américains. Mais à partir du moment où les économies détruites des vaincus se sont relevées et qu'elles atteignirent une puissante dynamique économique et commerciale, la concurrence est devenue beaucoup plus aigüe, le marché tendant à la saturation. Les facteurs de contradictions et les grands antagonismes ont alors commencé à apparaître et amener le monde capitaliste à la crise de 1974-75.

Le monde était à nouveau devenu trop étroit pour toutes les marchandises et tous les capitaux, et les économies des pays les plus évolués se sont précipités dans l'entonnoir de la crise générale.

Cette crise avait été prévue dans un travail du parti des années 1953-55, grâce au puissant maniement du marxisme d'Amadeo Bordiga. Nous ne nous limitons pas alors à prévoir une crise catastrophique pour l'économie mondiale; nous prévoyions aussi qu'avec cette crise s'ouvrirait la crise révolutionnaire et que le mouvement ouvrier mondial recevrait la poussée décisive pour passer de la reprise de la lutte de classe à la reprise de la lutte révolutionnaire à laquelle le parti devait se préparer politiquement et théoriquement. A la lumière des faits, cette prévision se révéla être optimiste; cet optimisme est souvent propre aux révolutionnaires et ils ne sauraient en tirer une culpabilité.

La crise économique ne fut pas aussi catastrophique pour le capitalisme mondial. Il se tourna vers les pays de la périphérie bien contrôlés par ses soins, et y trouva une bouée de sauvetage pour ses capitaux. Ce fut le cas de l'Amérique latine, de l'Afrique qui dans le même temps terminait en 75 son long cycle de lutte anti-coloniale avec la chute de la domination portugaise sur l'Angola et le Mozambique et des pays de l'Est de l'Europe qui tout en subissant le pillage de Moscou et sa présence militaire, exprimèrent toujours plus le besoin vital de capitaux que Moscou ne pouvait offrir.

Cette première bouée fut donc fournie par le développement à l'échelle internationale de l'**économie de crédit**. Les pays en développement ont vu débarquer une foule de businessmen qui leur apportaient simultanément **les marchandises et l'argent** pour les acheter. La Banque Mondiale, le FMI, les banques privées entraient à fond dans le circuit et l'impérialisme pouvait profiter à la fois du redémarrage de ses usines, des profits réalisés par la



vente de ses marchandises, équipements, services, etc. et de l'assurance d'une source régulière de profits financiers réalisés grâce aux crédits.

Il dirigea aussi immédiatement ses coups dans sa propre zone en s'attaquant aux conditions de vie et de travail des prolétaires qui commencèrent à perdre toute assurance sur leur poste de travail, sur le pouvoir d'achat de leur salaire, sur l'amélioration de leurs conditions d'existence, sur un bien-être assuré et un progrès sans cesse croissant.

Dans cette mobilisation des classes dominantes de tous les pays contre les conséquences de la crise sur leurs intérêts, l'opportunisme d'origine stalinienne exerça le maximum de force, sur le plan politique et sur le plan syndical et social, pour que les énergies prolétariennes qui se rebellaient contre la pression du capital et les attaques sur les acquis passés soit canalisées vers la «solidarité nationale», vers la défense de l'économie nationale, présentée comme bien commun de la bourgeoisie et du prolétariat, vers l'union des forces pour «sortir du tunnel de la crise».

En Italie, le terrorisme de type brigadiste (ou en France de type Action Directe et en Allemagne de type Rote Armee Fraktion) a contribué à sa façon à rejeter les prolétaires les plus combatifs et les plus désespérés dans les bras de la démocratie, de la paix sociale, des marchandages syndicaux pour sauver «l'entreprise» au prix même de l'expulsion des travailleurs, de la «solidarité nationale» interclassiste typique de l'opportunisme le plus abject. Le «gauchisme» s'employa de son côté à ramener les éléments potentiellement en rupture avec la paix sociale vers les appareils de la collaboration des classes, sous le prétexte de pousser ceux-ci à la lutte.

Le dépassement de la crise de 1974-75 n'a pas seulement été possible par des recettes économiques et financière provoquant une accumulation de contradictions et d'éléments de crises successives. Le prolétariat y a aussi contribué, bien que sans la même force et la même conviction que 35 ans avant. Il y a contribué par un **conservatisme spontané** et par une **inertie interclassiste** encore plus forte et qui expliquent en partie non seulement l'absence de reprise révolutionnaire, mais aussi simplement l'absence de reprise de la lutte de défense de ses intérêts immédiats et généraux de classe, et qui l'aurait préparé à affronter les conséquences de cette crise et des crises suivantes. Aujourd'hui encore, 17 ans après l'ouverture de cette période de crise, le prolétariat des pays avancés est encore dans **un stade de défense pré-élémentaire et individuelle de ses conditions d'existence**.

D'autre part, toutes les manoeuvres entreprises par les puissances bourgeoises pour affronter et surmonter la crise de 1974-75 ont bien permis de trouver une échappatoire à la pression des marchés et des capitaux en surproduction, mais n'ont pas le moins du monde pu résoudre - et ne le pourront jamais - les causes de la crise économique qui continueront d'agir dans les années à venir et continueront encore à exacerber les contradictions entre les diverses puissances impérialistes qui seront toujours plus poussées à défendre leurs propres intérêts «nationaux» par la pression monétaire, économique, politique, diplomatique et enfin militaire. La dimension de ces contradictions est facilement mesurable à la frénésie qui agite les 7 plus grandes puissances du monde, au sein du fameux G7. Ces rencontres, commencées en 1975 et portées au pinacle par les médias de tout le monde, sont présentées au prolétariat comme la volonté et la

possibilité des grands de ce monde - desquels dépendent le sort de la paix et de la guerre - de concilier les divers intérêts et d'amortir les chocs provoqués par la concurrence mondiale.

En réalité de telles réunions constituent un organe de guerre économique dans lequel les grands établissent les règles de jeu, selon les rapports de forces qui se développent progressivement. Cela est évident pour tous, autant que le terrain d'affrontement que représentent le GATT, les accords tarifaires et douaniers, ou le bluff d'une Europe dont seuls les dupes croient en l'unité. Tout aussi évident est le rôle toujours plus impérieux des Etats-Unis comme gendarme du monde, qui s'est accéléré avec les initiatives militaires dans tous les coins du globe où se croisent et s'affrontent les intérêts de divers pays impérialistes, avec une fonction préventive comme à Panama ou à Grenade ou de répression et contrôle direct comme dans le cas du Koweït, de la Somalie et demain dans celui de la Bosnie.

Dans la crise de 1974-75 se sont développées les conditions de l'écroulement du bloc soviétique, les conditions du développement de l'aire du Sud-Est asiatique, qui en terme de production et d'exportation va se substituer aux pays européens essouffés sur le marché américain et même européen, les conditions d'un poids plus important et d'une plus grande influence sur les événements du monde des deux nouvelles puissances mondiales, le Japon et l'Allemagne, qui sur le plan économique et financier oeuvrent sur tous les terrains du monde et qui tendent à se renforcer dans leur zone d'influence respective. En fait le Japon cherche toujours plus à influencer le développement économique chinois (en le disputant aux américains) et du Sud-Est asiatique, tout en réussissant à protéger efficacement son propre marché intérieur et à attaquer dans le même temps le marché américain et européen. Pendant ce temps l'Allemagne, soit-disant toujours plus liée à la CEE, se préparait à mettre la main sur les territoires de la partie occidentale des pays de l'Est en profitant de l'incapacité de l'URSS de répondre aux besoins du marché de son propre bloc.

Dans cette période, ont donc surgit les conditions pour l'émergence des futurs antagonismes interimpérialistes et pour l'accentuation de la crise économique du capitalisme mondial toujours plus essouffé dans sa folle course de production de marchandises et de capitaux à rechercher des débouchés dans un marché toujours plus étroit.

(Suite au prochain numéro)

#### IL COMUNISTA No 34-35 / Otto. 92 - gen. 93

**-Le classi dominanti borghesi non sfuggono ai contrasti che le porteranno a farsi la guerra**  
**-Il significato delle sommosse per la ripresa della lotta di classe**  
**-Contro l'Europa capitalistica va preparato la ripresa della lotta di classe**  
**-Perù: l'arresto dei capi di Sendero Luminoso non significa la fine della sovversione**  
**-Punti sulla questione della lotta immediata degli organismi proletari indipendenti**  
**-Perche gli scioperi tornino a far tremare i padroni!**  
**-Il ciclo della crisi capitalistiche (riunione di san donà - 27 dic. 92)**  
**-L'Europa capitalistica a due velocità**  
**-Riprendendo il bilancio sulle crisi avvenute nel nostro partito**

## Contre les interventions de l'impérialisme français au Rwanda et en Afrique

(Suite de la page 1)

inaperçue au milieu du grand «débat démocratique». Nous avons déjà dénoncé à plusieurs reprises dans ces colonnes les envois de soldats français pour soutenir le régime de cette ancienne colonie belge de 7 millions d'habitants (plus les 2 millions de personnes qui ont dû se réfugier principalement en Ouganda) contre les rebelles (1). En octobre 90 des détachements militaires français, belges et zaïrois réussissaient à briser une offensive de l'opposition dans tout le pays, capitale y compris. Les atrocités commises par les troupes gouvernementales - totalement passées sous silence en France - obligèrent le gouvernement belge à retirer ses soldats assez vite, alors que les français laissaient en permanence un détachement de 150 hommes contrôlant notamment les points stratégiques de la capitale, et prenaient en main l'armée du pays. Mais en juin 92, 150 militaires étaient envoyés en toute urgence renforcer le contingent présent face à une offensive rebelle. Il semble établi aujourd'hui que c'est l'attaque d'une colonne de rebelles par des hélicoptères de combat pilotés par des barbouzes français du SDECE (service secrets) qui a permis d'empêcher la chute de la capitale et du régime.

Au début du mois de février à nouveau des soldats étaient envoyés en urgence, alors que les troupes rebelles n'étaient plus qu'à 30 km de la capitale; c'est officiellement 600 ou 700 soldats (l'expérience des précédentes interventions au Rwanda a montré que ces chiffres officiels étaient toujours inférieurs à la réalité) et d'importants matériels notamment d'artillerie (2), qui se trouvaient bientôt sur place pour... protéger les 400 coopérants français. Des témoignages entre autres d'observateurs de l'OUA établissent la participation des soldats français aux combats. Mais la détérioration rapide de la situation a contraint le gouvernement français à des initiatives inhabituelles. Après que la presse parisienne, et en particulier «Le Monde», ait largement diffusé une tortueuse analyse des barbouzes du SDECE (selon laquelle il n'y aurait pas de rébellion au Rwanda, mais une invasion du pays par l'Ouganda dont le régime serait soutenu par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis parce qu'il s'en servent comme base d'opérations contre le régime soudanais) le ministre de la «coopération», le «socialiste» Debarge, rencontra les autorités ougandaises; puis après le peu de résultats de cette démarche, le gouvernement demandait officiellement à la Grande-Bretagne d'intervenir auprès de l'Ouganda et à l'ONU de venir faire respecter le cessez-le-feu obtenu entre-temps: signe des difficultés rencontrées ou redoutées par le gendarme africain tricolore.

Le régime du président Habyarimana, ses escadrons de la mort et autres forces de répression ont été accusés par Amnesty International d'environ 2000 assassinats en deux ans (dont le massacre de 400 civils environ en janvier dernier), accusations reprises par une commission d'enquête internationale au début du mois de mars. A la suite de la parution dans la presse internationale d'informations sur les dernières tueries, le gouvernement français a fait mine de protester auprès du gouvernement rwandais et ce dernier a joué la comédie de terribles sanctions contre des responsables, sous la forme de... suspensions provisoires de leurs fonctions! Selon le C.I.C.R. (Croix-Rouge), le conflit en cours aurait provoqué dans la dernière période 860.000 réfugiés, privés de tout, qui s'entassaient souvent dans des camps aux abords de la capitale (Debarge y voyait avec inquiétude «un des principaux éléments explosifs du problème rwandais»: sans doute se demandait-il comment les paras français qui quadrillent la

ville pourraient contenir d'éventuelles émeutes des réfugiés...).

Cependant l'intervention militaire française a pour l'instant une nouvelle fois sauvé la mise du régime Habyarimana. Les rebelles du Front Populaire Rwandais ont accepté de reprendre les négociations qui en théorie devraient aboutir à un gouvernement d'union nationale et à la fusion dans une même armée des forces militaires gouvernementales et rebelles. La France devrait avoir retiré ses soldats d'ici la fin du mois d'avril. Il reste à voir si elle tiendra parole et combien de temps pourra durer ce compromis. Quoi qu'il en soit, il est sûr que le nouveau gouvernement Balladur assurera la continuité de la pratique impérialiste, néo-colonialiste et barbouzarde du capitalisme français, au delà des éventuelles rivalités entre «réseaux» Foccart, Pasqua et «cellule africaine» de l'Elysée.

\* \* \* \*

Il y a parmi la bourgeoisie française, sinon des divisions ou en tout cas des hésitations à propos de l'engagement politique et militaire dans l'ex-Yougoslavie (jusqu'à quel point faut-il laisser se saigner les différentes factions, jusqu'à quel point faut-il freiner l'Etat serbe, comment circonscrire du mieux possible la guerre, comment éviter de se faire entraîner dans un bourbier dont il serait difficile de se dépêtrer, etc.). Et tout en reflétant ces hésitations, tous les partis et formations politiques «débattent», polémiqument, sur le thème: il faut que l'Europe (ou la France) fasse quelque chose. Cette campagne puissamment alimentée par les médias sur le registre de l'«aide humanitaire» et du «devoir d'ingérence», a pour fonction d'habituer les travailleurs à l'idée éminemment contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne que les grands Etats bourgeois européens ont le droit et le devoir de **faire la police** dans des zones devenues grosses de risques pour leur propre stabilité à la suite de l'affaiblissement de l'impérialisme russe.

Mais en ce qui concerne les anciennes colonies africaines, il n'y a pas d'hésitations parmi la bourgeoisie; et de plus, les interventions militaires sont devenues une chose courante, banale, admise par tous, qui ne méritent la plupart du temps que quelques lignes dans les journaux. Aussi les partis politiques, grands et petits, de l'échiquier politique institutionnel s'en désintéressent, n'en débattent pas, ni ne polémiqument plus depuis longtemps à ce sujet.

Et c'est bien pour cette raison qu'il est du devoir des marxistes de dénoncer sans relâche ces interventions et toutes les exactions impérialistes, d'en faire une composante permanente de la propagande et de l'action communiste internationaliste, de battre en brèche l'esprit de supériorité nationale (qui prend souvent le masque d'un indifférentisme pseudo-radical du type: il ne faut pas prendre partie contre notre impérialisme parce que cela revient à favoriser un autre impérialisme ou des fractions bourgeoises indigènes), afin de pouvoir demain les combattre pratiquement, surmonter les divisions entre classes ouvrières des pays «dominants» et des pays «dominés» et forger l'unité de combat des prolétaires du monde entier.

(1) voir «Le Prolétaire» n°408 et n°417.  
(2) voir «La Libre Belgique», 23/2/93.

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE

##### 2ème Liste 1993

A.B.: 300,00 / Eric: 10,00 / Marc: 29,00 / Manuel: 158,00 / Roger: 50,00 / Montpellier: 500,00  
Total Liste: 1047F. Total général: 3147F

## Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

### MAROC

La situation sociale au Maroc devient de plus en plus tendue. Des dizaines de milliers de travailleurs se sont lancés dans différents mouvements de grève, notamment dans le secteur public après que le gouvernement ait fait savoir qu'il n'entendait pas accorder d'augmentations de salaires: enseignants, cheminots, mineurs, etc. Après une accalmie correspondant au Ramadan, le mouvement de grève a toute chance de reprendre. Les autorités comptent sur la modération des bonzes syndicaux, après avoir fait condamner à deux ans de prison le chef de la C.D.T. qui s'était laissé aller à des critiques du gouvernement. Le secrétaire général par intérim, le médecin Bouzoubaa se lamentait que le syndicat était réduit à «*militier non plus pour améliorer la situation des travailleurs, mais pour demander l'application des lois, même avec leurs insuffisances*». Mais «*même cela est refusé par le gouvernement*» (cf. Le Monde, 27/2/93); les bonzes voudraient bien de la lutte ouvrière, mais à condition que les patrons et le gouvernement soient d'accord! L'autre truc, bien connu des travailleurs français, est la farce électorale. Mais l'opposition de Sa Majesté, pourtant si respectueuse des autorités, averti qu'elle boycotterait les élections qui devaient avoir lieu au printemps si elles se déroulaient dans les mêmes conditions que les précédentes. Le gouvernement a donc reporté de deux mois ces élections, le temps de revoir le découpage électoral afin que l'opposition puisse avoir quelques élus, ce qui est nécessaire pour donner quelque crédibilité à la «*démocratie dirigée*» marocaine, que certains prétendus hommes de gauche français n'hésitent pas à encenser; ainsi Jacques Delors, en visite le 25 février à Rabat a affirmé: «*s'agissant du pluralisme [politique] et de l'économie libérale, le Maroc a, depuis longtemps, montré la voie*», alors que Bérégovoyen novembre avait rendu hommage, à propos de la Mosquée Hassan II que le roi fait construire pour sa plus grande gloire (et pour les plus grands bénéfices de Bouygues et cie) au «*génie de bâtisseur de ce roi qui transcende les difficultés de notre temps*» (Le Monde, 27/3)...

Mais rien ne peut mieux illustrer la sinistre réalité du régime que la situation de ses geôles dans lesquelles les centaines de prisonniers politiques (750 selon l'AMDH) multiplient les grèves de la faim contre la détérioration de leurs conditions de vie sous l'administration du nouveau directeur général des prisons. Les organisations des Droits de l'Homme demandent au régime de faire preuve de compassion et d'humanité. Mais ce n'est que la lutte ouvrière directe qui pourra ouvrir les prisons et jeter à bas ce régime tortionnaire.

### LA GREVE A CARNAUD - KERPLAS (DIEPPE)

(Suite de la page 7)

faire usage pour la première fois de la grève dont l'utilisation en cette période de crise est en reflux avec en général un caractère bien différent car défensif (contre la fermeture d'entreprises ou de sites, contre les restructurations qui s'accompagnent généralement de vastes plans de licenciements...). Il y a eu aussi comme points positifs de la part des grévistes la combativité et la spontanéité: pas de préavis de grève, recours à des actions comme le blocage des entrées des usines, l'arrêt total de la production... Cela a permis à un conflit touchant une entreprise pilote de la région dieppoise mais aussi de la Haute-Normandie d'être largement répercuté dans les médias (Presse locale, presse régionale, FR3...), ce qui a redonné espoir à un grand nombre d'ouvriers - principalement ceux travaillant dans de grands entreprises ou usines -, qui

### POLOGNE

A la fin du mois de février une nouvelle vague de grèves a secoué le pays. Plus de 100 entreprises, surtout dans le textile et les chemins de fer, ont suivi le mouvement dans la région de Lodz, à l'appel du syndicat Solidarnosc de la région, rejoint par d'autres syndicats. Le nombre de chômeurs à Lodz est estimé à 100.000 dont 37% ne touchent aucune indemnité. En mars 90, première année de la réforme économique, il y avait 267.000 chômeurs dans toute la Pologne. A la fin du mois d'octobre dernier ce nombre dépassait les 2.500.000, soit près de dix fois plus en deux ans et demi, et les services officiels estimaient que ce nombre allait encore augmenter de 50% d'ici fin 93! Cette augmentation du chômage est due aux restructurations et à la faillite de nombreuses entreprises d'Etat. Cela n'empêche pas Solidarnosc de mêler aux revendications d'augmentations de salaires pour rattraper l'inflation galopante et d'autres revendications de défense des travailleurs, la demande d'accélérer les plans de restructuration économique de la région, comme si les mesures de restructuration économique ne se font pas toujours sur le dos des prolétaires

### ALLEMAGNE

Les premiers jours du mois d'avril ont vu dans l'ex-RDA le plus puissant mouvement de grève jamais connu par cette région du pays. Le 1er avril plus de cent mille sidérurgistes et métallurgistes ont débrayé et en tout plus de 400.000 travailleurs devraient être concernés par les arrêts de travail dans les jours qui viennent. Ces grèves sont une réponse à la dénonciation par le patronat, quelques jours à peine avant qu'il entre en vigueur, de l'accord signé en 91 prévoyant l'égalité avec les salaires de l'Ouest d'ici 94; le premier avril, il y aurait du y avoir dans la métallurgie une hausse de 26% des salaires ce qui aurait porté les salaires à 82% de ceux occidentaux, et dans la sidérurgie une hausse de 21% pour arriver à 80% des salaires occidentaux (en réalité seul le salaire de base occidental est pris en compte dans ces calculs, ce qui fait que même avec un rattrapage complet sur le papier il y aurait eu une différence de salaires non négligeable). Mais la crise économique est passée par là; les patrons se plaignent que la productivité en ex-RDA est bien inférieure à celle de l'ouest (elle ne serait en moyenne que 55% de celle dernière dans la métallurgie); aussi n'ont-ils pas craint de s'en prendre à un des piliers de la paix sociale allemande que sont ces accords négociés entre syndicats et patronat, à la grande colère des dirigeants syndicaux qui craignent les réactions des travailleurs et qui se rendent également compte que les bourgeois les tiennent pour quantité négligeable. C'est

n'attendent qu'une chose: la reprise des luttes contre le patronat pour plusieurs motifs comme par exemple pour l'augmentation des salaires, l'embauche, contre les augmentations des cadences, la lutte contre les restructurations, pour la diminution du temps de travail, etc...

Le conflit de Kerplas est un exemple pour les travailleurs de la région; c'est pourquoi à la fin de celui-ci, les médias, obéissant à la bourgeoisie, ont aussitôt décrété que ce fut pour les grévistes un échec total.

A part la condamnation des délégués, il n'y a pas eu de répression particulière (mais les intérimaires qui ont participé au conflit seront-ils repris après la fin de leur contrat?). Il reste à savoir si le patronat respectera ses engagements vis-à-vis des travailleurs, et, dans le cas contraire, quelle sera la réaction des travailleurs et celle des syndicats (dont les dirigeants appartiennent dans la région au pire réformisme: PS et PCF) qui ont prouvé une nouvelle fois leur incapacité à mener correctement une grève.

donc à la fois pour fournir une soupape de sécurité au mécontentement ouvrier et pour montrer au patronat qu'il faut les prendre au sérieux, que les dirigeants de l'IG Metall ont organisé ce mouvement de grève contre «*le putsch des employeurs à l'encontre de l'autonomie des négociations salariales*»; car «*il s'agit de savoir si la fonction protectrice des accords salariaux se retrouve réduite à un morceau de papier. Une sécurité pour les salariés qui est d'abord piétinée à l'est avant de l'être à l'ouest!*» (discours du président du syndicat, «*Libération*», 2/4/93).

Le bonze ne croyait peut-être pas si bien dire: les faits démontrent aux travailleurs allemands, de l'est d'abord et demain de l'ouest, que toutes ces soi-disant protections contractuelles ne sont que des chiffons de papier. Et la conclusion qu'ils en tireront inévitablement, même s'il faut du temps pour cela, c'est que la seule protection se trouve dans la lutte; non pas dans cette lutte à fleurets mouchetés organisée par les bonzes à coups de «*grèves d'avertissement*» dans le style «*retiens moi ou je fais un malheur*», mais dans la lutte réelle, ouverte, avec des méthodes, des orientations et une organisation de classe

### GRANDE-BRETAGNE

Alors que le sort des mines de charbon dont le gouvernement avait annoncé la fermeture, avant de faire marche arrière devant la réaction des mineurs est rien moins que réglé, alors que la récession persiste toujours en dépit des annonces régulières (et régulièrement démentie par la réalité) de l'arrivée de la reprise économique, la grève qui

attire le plus l'attention est celle des ouvriers de Timex (usine de circuits imprimés) à Dundee (Ecosse). Cette firme américaine s'est trouvée confrontée à une baisse des marchés à laquelle elle a voulu répondre par une baisse de la production et une réduction des coûts de production. Traduction, dans toutes les langues: serrer la vis aux travailleurs. La direction avait donc décidé d'un gel des salaires de 12 mois et d'une diminution de 10% de différents avantages sociaux; en même temps elle annonçait aux syndicats qu'elle prévoyait pour le deuxième semestre une augmentation de ses activités et l'embauche de 300 travailleurs supplémentaires.

Mais lorsque les travailleurs refusèrent, la direction licencia 320 personnes et embaucha 190 jaunes pour les remplacer! Le conflit est marqué par une forte mobilisation de la solidarité: manifestation de presque 10.000 personnes à Dundee le 19 mars, affrontements avec la police de plusieurs centaines de personnes le 22 mars lors d'une tentative de bloquer les cars amenant les jaunes, etc.

Cette solidarité semble d'ailleurs inquiéter le syndicat qui, selon le très bourgeois «*Financial Times*» (23/3/93), dit en privé que le conflit va vers une défaite, espère trouver rapidement une solution «*à l'amiable*» et ne redoute rien tant que l'arrivée des «*extrémistes*»... Mais toute solution à l'amiable avec les patrons équivaut à une trahison des intérêts des travailleurs: comment serait-il possible de s'appuyer sur ces bonzes syndicaux qui préparent la défaite tout en faisant semblant de soutenir la lutte?

## Faits divers: Dans la jungle capitaliste

C'est l'histoire de deux «*passagers clandestins*», comme on en entend parfois parler, lorsque les médias sont à court d'informations qui font vendre, du style les difficultés conjugales à la Cour d'Angleterre ou les démêlés avec la Justice de telle personnalité politique ou telle vedette des petits écrans. C'est l'histoire de deux jeunes prolétaires, zaïrois, mécaniciens, qui manifestaient contre le régime de Mobutu, l'ami devenu encombrant de nos bourgeois et nos gouvernements - qui ont jugé cependant que son maintien au pouvoir est un «*gage de stabilité*»

Arrêtés par les militaires, Munoni et Nkisi connaissent avec des centaines d'autres les passages à tabac la nuit et les travaux forcés le jour. Au bout de 35 jours, ils faussent compagnie à leurs gardiens et gagnent le Congo, de l'autre côté du fleuve, puis le Gabon où ils travaillent à décharger les bateaux. Mais la police gabonaise fait régulièrement la chasse aux travailleurs étrangers; aussi pour ne pas être arrêtés ils embarquent sur un bateau qui file au Cameroun. Là ils continuent à décharger les navires, dormant la nuit dans les conteneurs, pour un pécule de misère. N'en pouvant plus, ils montent de nouveau clandestinement dans un bateau - sans savoir où il va. Pour leur malheur, le cargo va vers l'Europe, Terre bien connue des Libertés et des Droits de l'Homme, à la différence de ces pays du tiers-monde. Au bout de 3 jours de mer, les 2 jeunes zaïrois sortent de leur cachette et se présentent au capitaine (un espagnol, secondé par un danois et un suisse); ils sont aussitôt tabassés, enfermés et enchaînés dans un conteneur, avec un troisième passager clandestin. Ils y passent 25 jours, dans la faim, le froid, subissent tabassages et menaces de mort, le capitaine refusant de les débarquer à l'escale du Ghana.

Le 17 juillet, le cargo arrive à Marseille. Des policiers montent à bord avec un médecin qui les examine. Que va-t-il se passer?

Rocard l'avait bien dit: «*La France ne peut accueillir toute la misère du monde*» et les gouvernements socialistes successifs l'ont bien affirmé: il faut arrêté l'immigration. Ils veulent bien admettre des exceptions pour Mobutu et sa suite lorsqu'il vient dans sa villa de la Côte d'Azur où ses ap-

partements parisiens se soigner, faire la noce ou déposer son argent dans les banques, mais il ne faut pas exagérer! Conscients de bien faire leur devoir, mais humain tout de même, les flics et le toubib se contentent de demander... qu'on allonge un peu les chaînes des prisonniers! Ce seront à l'escale suivante des policiers italiens qui, découvrant les 3 «*clandestins*» enchaînés, exigeront qu'ils soient détachés et qu'on les mette dans une cabine, alors que le capitaine menace de s'en débarrasser définitivement, comme c'est arrivé aux passagers clandestins moins chanceux du MC RUBY (1).

Finalement le bateau revient à Marseille, la police les débarque le 25 juillet pour les placer dans le «*centre de rétention d'Arenco*», la fameuse «*prison clandestine*» qui avait été légalisée par le gouvernement de gauche.

Les passagers clandestins sont expulsés peu après dans le premier avion, mais, soit parce qu'ils ont été refoulés au Cameroun, soit qu'ils n'avaient pas voulu descendre de l'avion, les 2 zaïrois font l'aller retour. Le 10 août, ils peuvent déposer une demande d'asile politique en France, qui sera, on s'en doute, refusée quelques temps plus tard. Le journal où nous avons repris de récit, termine mélancoliquement: «*Après la jungle des villes africaines et les conteneurs-prison, les voilà désormais aux prises avec les méandres du labyrinthe démocratique*» (2).

Mais en fait en Afrique comme en Europe, en mer comme sur terre, c'est la même société du capital qui règne. Et aux prolétaires de toutes les couleurs, elle présente le même visage, celui du **bagne bourgeois**, celui de la **galère capitaliste**.

L'histoire de Munoni et Nkisi, c'est au fond celle de la classe ouvrière mondiale qui ne pourra trouver non une terre d'accueil, mais la fin de son calvaire que lorsqu'elle aura la force de se révolter contre ses gardes-chiourmes, de jeter à la mer tous les capitaines et leurs patrons, bref d'en finir définitivement avec la jungle du capital dans le monde entier - «*démocraties*» impérialistes, comme «*dictatures*» du «*Tiers-Monde*».

(1) Cf «*Le Monde*» des 23, 24, 25 et 26 mars 93

(2) «*Le Marin*», 15 janvier 93